



CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE

Le cahier des charges relatif aux conditions d'occupation du domaine public hydroélectrique de Serre-Ponçon s'inspire notamment de l'actualisation du « cahier de recommandations architecturales autour du lac de Serre-Ponçon et du plan d'eau d'Embrun ». Ce document, finalisé en 1997 par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement des Hautes-Alpes, a été prolongé par un travail de recherche architectural qui, confié à Eric BOISSEL, a permis la production par le lycée professionnel « Alpes et Durance » d'un chalet prototype sur les rives du lac. La boîte à outils architecturale intégrée au présent cahier des charges est donc le produit de la collaboration entre ces partenaires, le C.A.U.E., E.D.F. et les différents services concernés de l'Etat. Qu'ils en soient ici sincèrement remerciés.



Sommaire

1. Considérations générales.....	5
Périmètre concerné par le présent cahier des charges.....	5
Identification des équipements autorisés sur le périmètre en question - éléments de programme	5
2. Démarches administratives	7
Les autorisations d'urbanisme.....	7
Les autorisations de l'État	7
L'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public hydroélectrique	7
Règles particulières à l'implantation d'équipements nautiques.....	7
3. Equipements et aménagements nautiques.....	9
Pontons flottants, passerelle et embarcadères	9
Mouillages	10
Rampes de mise à l'eau	11
Plages.....	11
4. Amélioration de l'accueil sur le domaine public hydroélectrique.....	12
Stationnement.....	12
Propreté et conteneurs à déchets	12
Clôture	12
Signalétique	12
Assainissement et réseaux divers (hors voirie).....	13
Accessibilité des personnes à mobilité réduite.....	14
5. Recommandations architecturales	15
Vocabulaire architectural.....	16
Insertion du bâtiment dans son site.....	16
Démontage des constructions	17
Définition du système architectural par la trame	17
Ancrages au sol	18
Matériaux de construction	19
Toiture.....	19
Ouvertures.....	20
Eléments de protection et de sécurité (garde-corps, grilles, containers...)	21
Les surfaces non closes.....	22
Annuaire d'adresses utiles	22
6. Référentiel architectural de propositions techniques illustratives	24
Exemples de quelques cabanes	25
Organisations spatiales possibles	29
Le système constructif par la trame	32
Les possibilités de variation dans les trois dimensions	32
Implantation du bâtiment dans son site	34
Coupes d'un mur	35
Liaison avec le sol (piliers porteurs)	39
Structure d'un poteau	40
Ancrage au sol	43
Couverture en tôles et rives de toit	46
Les ouvertures	47
Les escaliers	51
Bardage des façades	53
Conduit de fumée et toiture	54
Garde-corps simplifié	55

1. Considérations générales

Périmètre concerné par le présent cahier des charges

Le présent cahier des charges s'applique sur le domaine public hydroélectrique de la retenue de Serre-Ponçon. S'agissant d'aménagements « terrestres », il concerne les rives du lac depuis la côte altimétrique de 780 mètres N.G.F. (niveau plein du lac), jusqu'à la cote 784 qui est la limite haute du domaine concédé à E.D.F.

Une grande partie de cette bande de rivage (entre les côtes 780 et 783 mètres) demeure une zone submersible.

Ce périmètre entre dans le champ d'application de la loi littoral et supporte donc, en dehors des espaces urbanisés, les servitudes imposées par cette loi.

Les Communes concernées par le présent cahier des charges sont celles bénéficiant de rives sur le lac de Serre-Ponçon. Il s'agit ainsi des Communes, *dans les Hautes-Alpes, de :*

- Baratier
- Chorges
- Crots
- Embrun
- Prunières
- Puy Sanières
- Rousset
- Savines le Lac
- Le Sauze du Lac

dans les Alpes de Haute-Provence, de :

- La Bréole
- Le Lauzet-sur-Ubaye
- Pontis
- Saint-Vincent-les-Forts

Identification des équipements autorisés sur le périmètre en question - éléments de programme

Le présent cahier des charges a pour premier objectif de définir, en fonction des activités autorisées dans le cadre de la convention entre E.D.F. et le S.M.A.D.E.S.E.P., les conditions d'occupation du domaine public, soumis à convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.).

Selon la Loi Littoral, ne sont admis dans la bande naturelle des 100 mètres que les équipements nécessaires à des services publics ainsi que les constructions liées aux activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Une série de programmes-type, de nature différente mais toujours liés à l'activité nautique, a ainsi été définie :

- Sécurité : les postes de secours et surveillance.
- Accueil : les espaces d'accueil, y compris bureaux de location de matériel nautique, caisse, renseignements, etc. (...) dès lors que leur

- présence est également nécessaire à la surveillance, à la sécurité et à l'encadrement des activités nautiques autorisées par A.O.T.
- Technique : locaux d'entretien et de stockage de matériels nautiques (transportables manuellement), dès lors que ils sont constitutifs d'une amélioration de la sécurité de l'activité proposée.
 - Sanitaires : ensemble regroupant toilettes, douches et vestiaires.
 - Equipements d'accompagnement :
 - Ponton flottant et embarcadères
 - Slip de mise à l'eau
 - Plages et dispositifs de lutte contre l'érosion des berges
 - Parkings (en dehors de la bande des 100m)
 - Conteneurs ordures ménagères et autres déchets
 - Signalétique
 - Equipements d'assainissement et réseaux d'évacuation et d'approvisionnement.

Ces règles générales sont susceptibles d'être adaptées aux secteurs déjà urbanisées dans la bande littorale des 100 mètres. Ces adaptations potentielles ne pourront se faire qu'après autorisation du S.M.A.D.E.S.E.P. et d'E.D.F. et en application du document d'urbanisme communal.

2. Démarches administratives

Les autorisations d'urbanisme

Les constructions, programmées en application du présent cahier des charges, donnent lieu à autorisation d'urbanisme préalable à leur construction (permis de construire, permis d'aménager, déclaration préalable), délivrée, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France, par le Maire de la Commune sur laquelle se situe le projet.

Les autorisations de l'Etat

Il est rappelé que, de par leur nature, les aménagements ou équipements envisagés sur le domaine public de la retenue de Serre-Ponçon sont susceptibles de requérir une (ou des) autorisation(s) préalable(s) des services de l'Etat. Ces autorisations peuvent ainsi relever de la police de la navigation, de la police de l'eau, de l'hygiène et de la sécurité...

L'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public hydroélectrique

Toute personne ou collectivité désirant positionner un équipement sur le domaine public de la retenue de Serre-Ponçon doit préalablement déposer auprès du S.M.A.D.E.S.E.P. un dossier de candidature pour l'obtention d'une convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) du domaine public concédé.

L'A.O.T. autorise le stationnement d'un l'équipement sur le domaine public hydroélectrique et en définit les conditions (droits et obligations du permissionnaire) :

- durée
- montant de la redevance annuelle
- obligation d'entretien
- règles d'exploitation
- conditions d'accès à l'ouvrage

Les équipements nautiques éventuels qu'elle intègre (et les activités qui y sont liées) doivent être conformes à l'arrêté interpréfectoral n°2012-194-00014 modifié du 12 juillet 2012 qui constitue le « REGLEMENT PARTICULIER DE POLICE » tenant compte des spécificités du lac.

En tout état de cause, il est rappelé que l'A.O.T. ne saurait se substituer à l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à son Bénéficiaire pour asseoir (les ou) l'activité(s) qu'il souhaite développer. Les Autorisations délivrées par le Maire et par les services de l'Etat constituent ainsi des documents qui demeurent indispensables à l'installation d'un certain nombre d'équipements ou d'activités sur le domaine public hydroélectrique.

Règles particulières à l'implantation d'équipements nautiques

La convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public hydroélectrique est toujours accordée à titre individuel. Aussi, sa demande doit être formulée par le propriétaire de l'équipement nautique ou le cas échéant par son gestionnaire lorsque celui-ci bénéficie de l'usage de cet ouvrage, par exemple dans le cadre des campings ou centre de vacances qui sont loués (ainsi que leurs équipements) à des gérants.

L'exploitation d'un équipement nautique (ponton, mouillage), et notamment l'accès de tiers, se déroule sous l'entière responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation qui doit, entre autre, maintenir l'ouvrage dans un état satisfaisant.

Le bénéficiaire reste responsable de tous dommages provoqués au tiers par l'équipement autorisé.

Le dossier de demande de convention d'A.O.T. doit comporter, en cas d'équipements nautiques, les éléments listés ci-après.

I. Une note de présentation générale de l'ouvrage

Elle doit renseigner le plus précisément possible sur :

- Principales caractéristiques du ponton ou des mouillages (nombre, dimensions, formes, éléments constitutifs : présence d'une passerelle, VRD, etc.),
- Nombre et caractéristiques des embarcations pouvant s'y amarrer,
- Nombre et qualité des personnes (pêcheur, membre d'association ou de centre de vacance, plaisancier etc.) susceptibles d'utiliser le ponton,
- Description du lieu d'implantation, en incluant les éléments de connaissance locale du maître d'ouvrage (vents et courants), nature du sol en cas d'échouage hivernal (dégradation potentielle des flotteurs et des articulations),
- la gestion de cet ouvrage en période de basses eaux (est-il laissé sur place ou remorqué dans un autre site), et en cas d'échouage hivernal, la nature du sol,
- Les périodes d'utilisation souhaitées,
- Le positionnement du ponton en fonction des différentes côtes du lac (cote d'échouage etc.),
- Toute autre pièce utile à la compréhension du dossier.

II. Un engagement écrit du pétitionnaire – Assurances

Le pétitionnaire doit s'engager par écrit à exploiter son (ses) équipement(s) nautique(s) dans les conditions déclarées dans la note de présentation ainsi qu'à le maintenir, par un entretien approprié, dans un état satisfaisant.

Il doit justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité pour les risques suivants :

- dommages causés aux ouvrages,
- dommages causés aux tiers,
- et, si nécessaire, non retraitement de l'épave immergée.

III. Pour les pontons, une attestation de conformité

Dans le cas des pontons réalisés et installés par des constructeurs, seule une attestation du constructeur relative à la conformité de son ouvrage avec le « guide de conception des pontons de plaisance » du secrétariat d'État à la mer, est exigée.

Dans les autres cas, elle est établie par un expert agréé par le ministère chargé du transport. L'expert doit ainsi attester par écrit :

- la conformité de la réalisation de l'ouvrage aux règles techniques imposées dans le « guide de conception des pontons de plaisance » du secrétariat d'État à la mer.
- la solidité et de la flottabilité de l'ouvrage dans les conditions d'usages auxquelles il est destiné.

L'attestation de conformité n'aura de validité au regard de l'administration que si elle répond à ces deux points, en garantissant que l'ouvrage réalisé correspond bien au dossier présenté par le pétitionnaire.

3. Equipements et aménagements nautiques

Compte tenu des missions qui lui ont été confiées en matière de gestion touristique du domaine public hydroélectrique, il revient au S.M.A.D.E.S.E.P. de rappeler les contraintes techniques en matière d'équipements et d'aménagements nautiques, en vue d'assurer la sécurité des personnes et la protection de l'environnement.

De manière générale, il est ainsi interdit de jeter à l'eau des décombres, des ordures ou des liquides de nature insalubre ou polluante susceptible de nuire à la qualité des eaux et des fonds avoisinants. Il est également demandé de limiter au maximum les modifications excessives du profil du terrain naturel. En application des dispositions précitées, les gestionnaires d'équipements nautiques ne devront pas permettre le rejet ou l'abandon de tous objets pouvant nuire au bon aspect du milieu lacustre et de ces ouvrages : l'accueil sur ces équipements d'embarcations en mauvais état reste par exemple strictement prohibé.

De manière générale, tout équipement nautique installé sur la retenue de Serre-Ponçon doit être issu de matériels agréés.

L'accès aux pontons flottants et mouillages est limité dans les conditions énumérées ci-dessous :

- a/ dans le cas d'un ouvrage privé, au(x) seul(s) propriétaire(s) de l'ouvrage ou sous leur responsabilité,
- b/ dans le cas des équipements réalisés par des collectivités, aux personnes pratiquant une activité nautique (car elles sont aguerries à l'utilisation des équipements nautiques.) ou aux personnes pratiquant sous l'encadrement d'une personne compétente.
- c/ dans le cas particulier des embarcadères pour bateaux à passagers, l'accès à ces ouvrages se fait sous l'encadrement et la responsabilité des chefs de bord des bateaux à passagers et leur accès demeure strictement interdit en leur absence. Par convention de gestion particulière, des dérogations à cette règle générale pourront être mises en place à l'initiative du propriétaire de l'ouvrage considéré.

Pontons flottants, passerelle et embarcadères

Dans le cas de construction artisanale, les règles techniques à respecter sont celles prescrites dans « les pontons de plaisance guide de conception » édité par le Secrétariat d'État à la Mer. Cette exigence répond au souci d'assurer une sécurité minimale sur ces ouvrages et de sensibiliser les propriétaires sur des aspects esthétiques pouvant, à leur niveau, contribuer à maintenir l'attractivité, notamment touristique, du lac de Serre-Ponçon.

Compte tenu des responsabilités, notamment civiles, engagées par les gestionnaires et propriétaires de pontons, il est recommandé d'interdire l'accès de ces équipements aux publics non avertis. Dans ce cadre, un dispositif d'interdiction d'accès comprenant un verrou à code mécanique ou cadenas ainsi qu'un panneau d'information rappelant les principales caractéristiques techniques de l'ouvrage (notamment le nombre maximum de personnes pouvant monter simultanément) sont conseillés au titre du présent cahier des charges.

Il est rappelé que les pontons doivent respecter les préconisations suivantes :

- Une panne d'accueil libre de tout amarrage afin de permettre un appontement provisoire en cas d'avarie, pour embarquer un équipage ou du matériel mais surtout pour permettre l'appontement de bateaux de sécurité (la panne en T en bout de ponton sera privilégiée).

- Pour les seuls pontons publics mis en place par les collectivités, plusieurs places d'accueil temporaire pour les embarcations de passage réservées en nombre suffisant au regard de la capacité de l'ensemble (soit 5% environ des emplacements totaux).

Mouillages

1) Modalités de gestion

Outre la gestion des affectations de postes de mouillage, le Bénéficiaire de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public concédé doit s'assurer du bon fonctionnement de ses équipements. Il s'engage ainsi à :

- Assurer le positionnement des corps-morts,
- Vérifier et entretenir toutes les années écoulées les mouillages, de la bouée au corps mort.

Les dispositifs de mouillage mis en place sont réalisés de façon telle que, quels que soient les vents, les courants, et l'importance du marnage, des navires ne risquent pas de causer de gêne ou dégât aux autres embarcations.

Ainsi, ils ne devront pas constituer, à aucun moment, une entrave à la navigation dans le chenal d'accès, ni représenter une gêne due à leur évitage pour les embarcations à poste ou naviguant dans la zone de mouillage.

Dans le cas où l'installation de mouillages ne serait pas intégralement dévolue à l'activité nautique autorisée par convention (cas de locations directes de mouillages auprès des adhérents d'une association nautique par exemple), la proportion des postes réservés aux bateaux de passage ne peut être inférieure à 25 pour 100.

2) Normalisation des matériels

Conformément à l'arrêté interpréfectoral modifié n°2012-194-00014 modifié du 12 juillet 2012, les zones de mouillages permanents sont matérialisées comme suivant :

- Corps mort : plot de béton coffré individuel ou maintenant des chaînes mères,
Nota : Les corps morts sont réputés fiables et conformes aux règles de l'art (blocs de béton avec ou sans anneau apparent - les pneus bétonnés et posés au sol sont interdits) dont la masse doit être en rapport avec la taille du bateau (conseillée dans tous les cas au moins égale à 200 Kg, éventuellement fractionnable).
- Ligne de mouillage : toute en chaîne ou mixte (chaîne et cordage) selon la profondeur : en cas de ligne mixte, les parties supérieure (maintenant la bouée à flot dans ses lignes) et inférieure (compensant le marnage) doivent obligatoirement être en chaîne, la partie cordage, en position médiane, ne devant pas flotter.
Nota : Les équipements doivent présenter des caractéristiques appropriées - chaîne appropriée de 8 mm conseillé, émerillon grand œil de 10 mm conseillé, manille zinguée de 10 mm conseillé, cordage nylon de 12 mm conseillé.
- Flotteur : bouée conique ou sphérique de couleur blanche de 450 à 520 mm de diamètre.
Nota : Il sera préféré autant que possible des bouées moussées biconiques avec boucle d'amarrage supérieure intégrée. Les bouées utilisées pour le mouillage des navires de plaisance ont dans tous les cas des caractéristiques telles qu'elles ne suscitent aucune confusion avec le balisage conventionnel

Le périmètre d'évitage devra être compatible avec l'emplacement du mouillage compte tenu du tirant d'eau des bateaux, du marnage et des distances entre corps morts.

La longueur de ligne de mouillage doit au minimum être d'une fois la hauteur d'eau maximale (+3 à 5 mètres) à l'emplacement du bateau. Cette préconisation technique impose au gestionnaire du mouillage une attention permanente du comportement de ses lignes de mouillage face au marnage de la retenue de Serre-Ponçon. Au-delà de ces obligations faites aux embarcations de plaisance, les bateaux à passagers doivent

respecter les préconisations techniques fixées en matière de mouillage par la réglementation.

Rampes de mise à l'eau

Les slips de mise à l'eau constituent les portes d'accès nautique au lac de Serre-Ponçon. En ce sens, elles recouvrent une importance majeure qui justifie un traitement qualitatif minimum. Ainsi, les préconisations suivantes semblent nécessaires à la réalisation de ces aménagements qui devront être préalablement validés par le S.M.A.D.E.S.E.P. comme pour tout équipement nouveau envisagé sur le domaine public concédé.

La pente du profil en long de l'ouvrage ne doit pas excéder dix pour cent, en veillant à limiter au maximum les modifications du relief naturel. De fait, les projets de mise à l'eau concerneront essentiellement les secteurs morphologiquement favorables à leur implantation. La bande de roulement, traité en béton avec bordure, présente une largeur minimale de 3 mètres (et préférentiellement de 4 mètres). Elle est encadrée par des bas-côtés de même niveau sur 1,5 mètre au minimum.

L'ensemble de l'ouvrage doit pouvoir supporter la circulation de véhicules avec remorque ainsi que l'érosion liée aux phénomènes de batillage et de marnage. Les règles de compactage des matériaux de remblai, leur mise en forme avec éventuellement perré de galets et blocage de pied en enrochements, comme la nature du fond de forme pour le roulement doivent donc intégrer cette exigence.

Plages

Les plages peuvent être traitées de façons différentes ; néanmoins, l'utilisation de matériaux naturels est privilégiée. C'est pourquoi les matériaux issus du Boscodon sont par exemple préférentiellement mis en œuvre pour la constitution de plages artificielles sur la partie « Durance » de la retenue.

Dans tous les cas, ces matériaux sont calibrés autour de la granulométrie 20/60 afin de garantir un bon maintien à l'érosion due aux vagues. A cette fin, ces graviers sont roulés (et non concassés) en devant être disposés sur une épaisseur minimale de 20 centimètres (et plus en terrain très meuble). Cette granulométrie peut être réduite en cas de pente très faible et d'exposition au batillage limitée. Au-delà de leur réalisation initiale, le S.M.A.D.E.S.E.P. rappelle que ces « plages artificielles » réclament un entretien régulier conduisant inévitablement à des recharges en matériaux.

A défaut de ces types de matériaux conseillés, les sols traités ne présentent pas de revêtement artificiel sans rapport de couleur ou de texture avec le site géographique.

4. Amélioration de l'accueil sur le domaine public hydroélectrique

Stationnement

Les aires de stationnement seront aménagées à l'arrière de la zone « autorisée », à proximité des voies de desserte.

En dehors des zones urbaines, les surfaces de roulement et de stationnement, ainsi que la voirie secondaire, sont constituées et revêtues de matériaux perméables tels que sols stabilisés ou terres stabilisées à la chaux aérienne.

En cas de forte pente, des revêtements de sols appropriés peuvent être envisagés. Leur couleur sera en harmonie avec les teintes environnantes.

Ces aires de stationnement seront de toute façon accompagnées d'un traitement paysager dans le but d'en réduire l'impact visuel.

Propreté et conteneurs à déchets

Les conteneurs à ordures ménagères ainsi que les autres conteneurs (verre, carton, etc...) seront placés, si possible, en dessus de la cote 783, à proximité des aires de stationnement par exemple. Ils sont habillés de bois et accompagnent lorsque la filière de traitement et de ramassage existe, la mise en œuvre de la collecte sélective.

Clôture

Les clôtures ne seront admises que dans le cas d'activités qui, autorisées par convention, pourraient être sérieusement pénalisées par une fréquentation excessive du public. Dans ce cas, elles sont exclusivement réalisées en bois (une à deux lisses, possibilité de conserver le matériau brut sans traitement particulier). Ces dispositifs exceptionnels ne devront pas entraver l'accessibilité longitudinale à l'eau (et transversale en cas de terrains public en amont).

Signalétique

Les équipements de signalisation doivent respecter les dispositions législatives relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes (Code de l'environnement - livre V – titre VIII).

Une attention toute particulière sera portée aux enseignes des activités commerciales. Placée directement sur le bâtiment de l'activité (dispositif mural), l'enseigne ne peut dépasser une surface correspondant à 1/5^{ème} de la façade sur laquelle elle est implantée. Placée sur le terrain de l'activité, l'enseigne ne peut excéder une taille de 5m². Le nombre maximum d'enseignes par établissement est porté à deux pour une superficie globale de 6m² au plus.

L'évolution éventuelle du cadre réglementaire en vigueur, rendant les normes de droit commun plus restrictives que ce cahier des charges spécifique, sera automatiquement intégrée aux présentes dispositions.

Chaque bénéficiaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire peut en outre planter sur le domaine public qu'il occupe un panneau d'informations générales du public. Ce panneau normalisé et fourni par le Syndicat dans les deux ans suivant la demande, permet notamment de livrer des messages relatifs :

- aux règles générales de sécurité dans le domaine public concédé (gestion hydroélectrique du barrage par E.D.F., conditions de navigation...)
- à la gestion touristique du domaine hydroélectrique par le Syndicat Mixte (missions du S.M.A.D.E.S.E.P., A.O.T. du domaine public hydroélectrique...),
- à l'A.O.T. elle-même (activité, tarifs, règlement intérieur...).

Assainissement et réseaux divers (hors voirie)

L'équipement sanitaire est une nécessité sur un site touristique tel que celui de Serre-Ponçon.

Tous les réseaux doivent être enterrés (eau potable, eaux usées, électricité, ...) conformément aux règles de sécurité requises en la matière (profondeur de la tranchée, filet avertisseur, sable...). Les coffrets électriques et autres compteurs d'eau sont intégrés aux constructions et doivent demeurer invisibles de l'extérieur. L'ensemble des réseaux fait l'objet d'une autorisation préalable à la réalisation délivrée par le S.M.A.D.E.S.E.P. après consultation d'E.D.F. : cette autorisation est sollicitée par le pétitionnaire sur la base d'une demande écrite mentionnant précisément la nature du raccordement et le cheminement précis du réseau projeté. Elle est complétée après autorisation par un rapport photographique attestant de la bonne exécution du projet.

Des protections adaptées pour parer aux risques liés aux submersions éventuelles (cote 780 à 783 m NGF) devront être prévues à hauteur des branchements et raccordements des réseaux d'électricité.

Les constructions abritant les sanitaires, douches, et vestiaires pourront être autonomes ou intégrées à d'autres constructions (accueil par exemple). Ces constructions sont en bois ou habillées de bois, conformément aux prescriptions données ci-après.

Elles sont raccordées à un système d'assainissement et ne doivent en aucun cas rejeter leurs effluents directement dans le lac.

Il est à noter que tous les systèmes d'assainissement ne sont pas adaptables à tous les terrains aménagés ou aménageables. Le bon fonctionnement d'un système d'assainissement dépend de variables telles que :

- La topographie,
- La nature géologique des sols,
- Le volume de traitement à prendre en compte,
- Les contraintes d'occupations : zone de baignade
Aires de captage d'eau potable

Il est donc souhaitable de procéder au cas par cas, c'est à dire d'adapter à chaque site un secteur de solution technique particulière. Afin de répondre au mieux aux exigences de salubrité publique, il s'agira ainsi d'évaluer la pertinence sur chaque projet individuel des principaux systèmes d'assainissement possibles aujourd'hui sur Serre-Ponçon :

- Raccorder préférentiellement les constructions aux réseaux publics d'eaux usées (possible selon les sites).
- Installer un système d'assainissement biologique (sec), non polluant : toilettes à compost de type « sanivertes » ou « saniblanches ». Dans ce cas, est à prévoir la desserte en eau potable de l'édicule.
- Raccorder les constructions à une ou plusieurs fosses étanches de stockage des effluents. Cette solution n'est envisageable que pour les petits volumes d'effluents (vidanges moins fréquentes). Il serait souhaitable, dans ce cas, de le faire au-dessus de la cote 783 m NGF (hors risque de submersion).
- Raccorder les constructions à une fosse septique avec filtre et enfouissement des eaux résiduelles au profond du lac (conduite forcée).

Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Tous les bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises soit librement, soit moyennant une rétribution (...) ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation (...) doivent être accessibles aux personnes handicapées.

(Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, Articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création).

5. Recommandations architecturales

Les recommandations architecturales énoncées ci-après relèvent d'abord de principes s'appliquant à l'ensemble des bénéficiaires d'A.O.T. sur le domaine public hydroélectrique de Serre-Ponçon. Ces principes doivent alimenter une réflexion approfondie permettant d'aboutir à des réalisations individuelles parfaitement adaptées aux contraintes réglementaires et environnementales propres à chaque secteur de la retenue.

Ils s'imposent sur l'ensemble des berges de la retenue dès lors que ces dernières ne seraient pas concernées par des implantations urbaines préexistantes. Dans ce cas, sur ces secteurs en nombres assez limités sur Serre-Ponçon (village de Savines-le-Lac, baie Saint-Michel), la règle architecturale pourra être plus globalement inspirée du tissu bâti périphérique : l'orientation proposée au pétitionnaire sera ainsi conjointement déterminée par le S.M.A.D.E.S.E.P. et la Commune concernée.

Les indications techniques et détails d'exécution présentés ci-après réclament la validation préalable d'une personne compétente en résistance aux efforts que la structure va supporter. Plusieurs types de surcharges sont ainsi à prendre en considération :

- Climatiques : vent et neige
- Sismiques : zone de type 4 à risque moyen
- D'exploitation et en particulier de stockage ou de fréquentation si le local est ouvert au public.

Toute vérification technique devra donc se faire par un professionnel qualifié : BET structure ou BE interne à l'entreprise qui réalise les travaux et assurés pour ce type de vérification.

En cas d'auto-construction, et par conséquent sans assurance similaire à celle d'une entreprise bâtiment, le pétitionnaire a vocation à se rapprocher de son assureur RC Incendie pour l'informer du risque et connaître sa couverture juridique en cas de sinistre ou d'accident dans et autour de vos locaux.

En fonction de l'usage du bâtiment, le pétitionnaire veillera à respecter l'accessibilité de ses locaux aux personnes à mobilité réduite, critère qui sera légitimement de plus en plus contrôlé dans les années à venir.

Le S.M.A.D.E.S.E.P. rappelle que la présence de personnes dans et autour des constructions met directement en cause la responsabilité du prestataire et ou de(s) l'entreprise(s) ayant réalisé les travaux en cas d'effondrement, de matériaux arrachés pendant un épisode venteux violent, de fortes chutes de neige, d'incendie, etc...

En matière de risque d'incendie, un contrôle des dispositions réglementaires de sécurité incendie tant au niveau des matériaux utilisés qu'au plan des issues de secours et des extincteurs prévus est également à prendre en compte ; ces obligations réglementaires peuvent être vérifiées par les services concernés compétents (SDIS, Bureaux de contrôle). L'entretien des abords (herbes, broussailles) est par ailleurs d'autant plus nécessaire que les locaux demeurent inoccupés sur une longue période. Le S.M.A.D.E.S.E.P. invite enfin le pétitionnaire à faire preuve d'un maximum de prudence pour l'éventuel stockage de produits combustibles (carburants, résines polyester, peintures et autres diluants) qui devra intégrer les exigences environnementales et sécuritaires en vigueur, sans dépasser les quantités autorisées dans un local ventilé clos.

Le chauffage au bois est autorisé dans un appareil conforme aux normes en vigueur et raccordé à un conduit homologué à cet usage, avec double paroi et isolant. Ce conduit respectera également les distances de sécurité (10 cm minimum pour le bois) que ce soit en sortie verticale par le toit ou murale en façade (la traversée du mur se fera dans les

mêmes conditions de sécurité au feu : conduit isolé double paroi, distances de sécurité...).

En extérieur, les barbecues et autres braseros demeurent strictement interdits, exception faite des postes à feu maçonnés situés à bonne distance des bâtiments et de la forêt.

Vocabulaire architectural

Le caractère et l'image de l'architecture préconisés dans le présent cahier de recommandations sont étroitement liés :

- Aux matériaux de construction choisis : le bois, en quasi exclusivité ;
- Aux techniques de construction bois : assemblage d'éléments linéaires « poteaux et poutres » accompagnés d'éléments modulaires de remplissage et/ou clins de bois en parement ;
- Aux couvertures en tôle ondulée laquée à 1 pente.

Ils visent à rassembler des solutions architecturales et fonctionnelles destinées à unifier l'aspect des constructions et autres édifices utilisés par les prestataires saisonniers, que ce soit pour l'accueil ou/et le stockage de matériels. Cette unification globale doit tirer vers le haut l'attractivité touristique du grand lac des Alpes du sud.

Le délai de mise en œuvre pour une généralisation sur les rives de Serre-Ponçon est fixé à 2 ans à compter de la validation du présent document, conformément aux Autorisations d'Occupation Temporaire délivrée aujourd'hui par le S.M.A.D.E.S.E.P. sur le domaine public hydroélectrique.

Ce « vocabulaire architectural » a fait l'objet d'une expérimentation préalable issue de la construction d'un chalet prototype par les élèves du Lycée d'enseignement professionnel « Alpes et Durance ». Initiée par le S.M.A.D.E.S.E.P. au titre d'un partenariat pédagogique, cette démarche a également associé Eric BOISSEL, l'architecte missionné dans ce cadre, ainsi que le Conseil d'Architecture et d'Environnement des Hautes-Alpes. La « boîte à outils architecturale » de matériaux, formes et structures, proposée en tant que référentiel du présent cahier des charges constitue le produit de l'expérimentation précitée. Dans ces conditions, le pétitionnaire est vivement invité à construire son projet individuel autant par application du présent texte que par la visite du prototype implanté dans la bande de rive de Serre-Ponçon, au niveau de la Commune de Savines-le-Lac (secteur des Eyoires).

Insertion du bâtiment dans son site

L'implantation au sol des édifices ne doit pas nécessiter de travaux « lourds » d'adaptation. Le système (souple) de construction bois sur pilotis ou pieux (en bois notamment) est recommandé dans la mesure où il permet une adaptation des constructions au terrain naturel quelles qu'en soient la déclivité et la nature sans qu'il n'y ait besoin pour autant d'en modifier le profil.

Les dalles maçonnées ou radiers comme les terrassements lourds, notamment en déblais/remblais, sont donc interdits. La fixation au sol de la construction en bois par des dispositifs maçonnés (plots en béton) est souvent nécessaire afin de permettre à l'édicule de rester solidaire de ses ancrages (Cf. « Ancrages au sol »). Ceci permet d'éviter tout risque de dérive des constructions (légères), au regard de la possible inondation des rives. Ces dispositions demeurent valables pour l'installation de terrasses qui, annexées aux constructions principales, doivent obligatoirement être constituées d'un platelage en bois.

Enfin, les planchers des constructions sont impérativement situés au-dessus de la cote 780,80 mètres NGF. Ce seuil encore submersible, ne prémunit en aucune manière le propriétaire de la construction, des risques qu'il encourt par rapport à la montée éventuelle du niveau des eaux. Il limite simplement la fréquence (et donc ce risque) d'inondation.

Démontage des constructions

Le caractère précaire et révocable que doivent présenter les constructions implantées sur le domaine public hydroélectrique est imposé par le code de les Domaines Publiques compte tenu du fait qu'il s'agit du domaine concédé par l'Etat à E.D.F.

Le principe de réversibilité doit donc être observé sur la « frange littorale » concédée.

Cet espace étant juridiquement inaliénable, les autorisations d'occupation, formulées par le biais de convention d'A.O.T., sont précaires et révocables à tout moment. Les constructions doivent ainsi être démontables. Ceci signifie qu'elles pourront être déplacées ou déconstruites relativement facilement et emportées.

Le principe de construction sur pieux (ou plots en béton) permet non seulement de facilement désolidariser le bâtiment de ses pilotis ou supports mais également de satisfaire complètement aux contraintes de réversibilité puisque l'on pourra par exemple aisément araser les pieux de bois après en avoir détaché l'édicule.

Le stockage de matériel sous les édifices établis sur pilotis est interdit afin de ne pas nuire à l'apparence extérieure des bâtiments. Il peut exceptionnellement être admis sous réserve de l'installation de fermetures visuelles adaptées venant en parement de ces stockages (voir « Les surfaces non closes : emprise du bâtiment au sol »).

Définition du système architectural par la trame

Le dimensionnement des édifices doit être justifié au regard des fonctions ou activités reconnues au pétitionnaire. Une surface construite de 60 m² au sol constitue cependant la limite autorisée.

La modularité des constructions est subordonnée au principe de classement par typologie, tel qu'énoncé ci-avant (sécurité, accueil, technique...). Le dimensionnement des constructions reste également soumis au système constructif préconisé, à savoir : système de construction en bois, de type « poteaux – poutres » (ou encore appelés « domino ») avec éléments de remplissage et d'occultation rapportés. Ce système constructif se prête bien à une conception répétitive des éléments de construction selon le programme choisi et à une pratique contemporaine de la charpente et de la menuiserie.

Par anticipation sur le travail de programmation et à titre tout à fait indicatif, la surface moyenne d'un édifice, est comprise entre 15 m² et 30 m², sur une trame conseillée de 3,6m² (soit 3m×1,2m). Ce principe garantit la nécessaire modularité proposée par la charte architecturale, à travers le concept de « boîte - cabane »

La trame retenue permet une utilisation optimale des matériaux plans en 120 cm de large (placo-plâtres, fermacell, OSB ainsi que les isolants...).

Un autre entraxe de trame est possible en fonction de conditions particulières à préciser par le pétitionnaire : la trame proposée permet toutefois une utilisation économique des matériaux disponibles sur le marché (tailles standards).

Le système constructif peut se développer en x et y et en z (en largeur profondeur et hauteur). Toutefois, la hauteur des constructions reste préférentiellement de type « rez-de-chaussée + 0 », c'est à dire sans étage, (un seul niveau ou plancher), voire de type « rez-de-chaussée + 1/2 », c'est à dire avec un demi-étage mansardé. La hauteur totale au faîtage du bâtiment ne peut toutefois pas excéder 7 mètres dans la plus grande hauteur vis-à-vis du niveau naturel du sol et 5 mètres dans la plus petite hauteur vis-à-vis du niveau naturel du sol.

La superposition de 2 poteaux en cas d'étage, de mezzanine ou de grande hauteur sous la cabane (dans le cas d'une pente naturelle du terrain très forte), est réalisée sans usinage mais par simple décalage des 5 pièces de bois du poteau qui créent un enfourchement et assurent la continuité des piliers en z et une bonne transmission des charges descendantes. L'outillage minimum requis reste une scie circulaire, ou mieux, une scie radiale portable et une perceuse. D'autres outils peuvent être utiles dans le cadre de ce chantier, comme une grignoteuse pour le travail de la tôle, ou encore un perforateur électropneumatique pour le béton. Dans tous les cas, le poids des pièces de bois doit permettre de les mettre en place manuellement à une ou deux personnes.

Ancrages au sol

Les ancrages au sol sont assurés soit par un dispositif de pieux plantés au sol, soit par la fixation de poteaux en bois sur plots en béton. Ce type d'implantation permet de respecter la pente naturelle du terrain sans réaliser de plateforme préalable avec un engin.

Les pieux seront préférentiellement métalliques en étant vissés au sol, ou à défaut en bois parmi les essences réputées résistantes voire imputrescibles, telles que l'acacia, l'aulne, le chêne (déaubiéré), le mélèze ou encore le pin (traité classe 4 & 5). Cette seconde solution, moins coûteuse, présente toutefois des risques évidents pour la stabilité du bâtiment suivant la nature des sols sur lequel il repose.

L'implantation de plots en béton, sans doute plus aisée à mettre en œuvre pour un résultat plus sûr, réclame l'utilisation de ferrures du commerce en acier ou des tiges filetées galvanisées à chaud de gros diamètre (25mm) scellées à la résine. Ce procédé offre l'avantage non négligeable d'autoriser un réglage vertical de la fixation de chacun des poteaux de la construction.

Afin de réduire leur impact visuel, ces plots en béton affleureront à 30 cm environ au-dessus du sol naturel ; ce seront les piliers en bois qui compenseront si nécessaire les différences d'altitude entre les plots. La stabilité des plots est incertaine si leur semelle n'est pas reliée par des longrines en béton armé.

Le système constructif pour terrain peu pentu peut être élaboré avec des poutrelles métalliques. Ce dispositif limite en effet la hauteur visuelle du bâtiment. Ainsi, la poutrelle métallique (IPN) est posée directement sur le plot en béton (celui-ci ne devra pas être très haut) par un système de tige scellée avec de la résine. Cette variante offre la possibilité d'installer des contreventements métalliques pour les abris ouverts (conteneur habillé par exemple).

Matériaux de construction

Le bois demeure le matériau de construction dominant. Structure porteuse, enveloppes, parements, bardages, vêtements, menuiseries, platelages seront en bois.

Le bois de structure valorise le mélèze ou, à des fins de facilité de mise en œuvre, de toute autre essence de bois traité classe 3 (ou classe 4 en cas de contact temporaire avec l'eau du lac). Le mélèze restant un bois nerveux, difficile à travailler sur les sections importantes, il demeure parfaitement possible d'utiliser des poutres en pin douglas, qui, d'aspect similaire au mélèze, reste plus aisé dans sa mise en œuvre. De manière générale, le pin douglas pourra être employé pour les structures apparentes (poteaux d'angle, poutres extérieures et dépassées de toit) : il est effectivement plus stable, moins lourd et d'un prix équivalent.

Les techniques mixtes sont à proscrire dans la mesure où le bois n'en constituerait pas le matériau principal apparent dans une proportion au moins égale à 70%. Les matériaux autres que le bois ne doivent pas altérer la dominante « bois » des constructions (forte perception en façade...).

Les bois apparents sont demandés en mélèze, de préférence d'origine locale. Leur traitement préserve l'aspect naturel et brut du matériau. Les effets de brillance sont à exclure ainsi que les teintes autres que naturelles. Tous les revêtements extérieurs se présentent en mélèze « brut de sciage », lames horizontales ou verticales, avec ou sans languettes ou mi-bois ou enfin à couvre-joints dans une pose verticale (voir croquis). L'utilisation de planches de mélèze non délignées en bardage horizontal, donnant un style « cabane au Canada », reste à éviter car les planches comportent tout leur aubier (bois non durable car riche en sucre et pauvre en résine) qui sera vite attaqué par des insectes lignivores.

Le mélèze est un bois tannique qui réagit fortement avec le fer non protégé : les tâches provoquées par des clous bruts ou seulement électro-zingués sont indélébiles. De la même manière, tout travail de meulage de fer doit se faire à bonne distance pour éviter la projection de limailles et poussières d'oxyde de fer sur les bois qui génèrent des tâches noires à la première pluie battante.

Le mélange des essences en façade demeure prohibé (de type, bardage en mélèze et portes ou volets en bois blanc du commerce), dans la mesure où leur vieillissement sera très différent et de plus en plus visible au cours du temps.

Tout contact des structures et bardages avec le sol est à proscrire.

Le parement en bois d'installations existantes (abri métalliques, containers...), susceptibles de représenter une proposition satisfaisante pour la lutte contre l'effraction des bâtiments en site isolé, est systématiquement exigé dans le cadre de l'application de la présente charte architecturale.

Les dispositifs annexes tels que les escaliers d'accès, les rampes, etc. (...) sont également à dominante de bois (80% minimum).

Toiture

La toiture présente une pente de 15% à un pan (au moins par module). Elle peut également être totalement plate, choix qui conduit toutefois à des techniques d'étanchéité beaucoup plus complexes à maîtriser.

Les chevrons de débord de toiture sont taillés en sifflet pour alléger le visuel de la construction alors que les liteaux (6cm épaisseur mini pour être conforme au vissage des tôles) présentent une coupe bise de 30°, sans tôles de rive.

La couverture est en tôles galvanisées ondulées 11 ondes laquées sur les deux faces (Cobacier RAL 8012 testa) afin de s'affranchir des habillages complexes et coûteux en sous-face des débords de toit. Leur simplicité de pose et de découpe (on évitera l'usage des disquieuses qui brûlent le zinc et la peinture au droit des coupes pour préférer une grignoteuse) n'obère pas la légèreté visuelle et physique qu'elles apportent, notamment au niveau des détails de zinguerie simples et sans tôles de rive de pignon (voir détail).

Les gouttières demeurent inutiles sauf cas particulier, dès lors que les débords de toit sont suffisamment importants notamment pour la protection des parties hautes de façade.

Le démontage des tôles reste enfin simple, en autorisant un recyclage assez aisé.

Chaque pan de toiture demeure indépendant sans jamais se réunir au faîtage ni se croiser en pignon avec un autre faîtage. L'utilisation de vis de fixation avec étriers (éventuellement colorés) et joints reste obligatoire.

La tenue au vent des tôles doit être très soigneuse pour éviter les accidents relatifs à leur « décollage » intempestif susceptible d'occasionner de graves accidents. A cet effet, la norme de vissage reste de 50 mm de pénétration dans le bois ce qui impose la mise en œuvre de liteaux de 60 mm d'épaisseur au minimum.

Les toiles tendues (velum) entre des modules ou autre piliers génèrent des efforts très importants en cas de vent forts avec superposition d'efforts dynamiques destructeurs : ces équipements esthétiques sont donc à éviter sauf étude ad hoc de dimensionnement des ancrages sur des plots indépendants de la construction projetée.

Ouvertures

Les fenêtres

Les fenêtres protégées par claustra (voir ci-dessous) constituent une solution technique simplifiant la nature des réponses apportées aux fonctions éclairage et ventilation :

- Lumière naturelle : vitrage fixe ou plexiglass fixe posés entre parcloches (baguettes de bois) ;
- Ventilation : panneau de contreplaqué sur charnière dans la même ouverture sur le côté, au-dessus ou ailleurs de manière indépendante.

Les portes

A des fins esthétiques et de sécurité, les portes sont massives et réalisées en bardage de mélèze brut ou raboté 2 couches croisées clouées avec un contre-plaqué de 8 ou 10cm en sandwich. Le clouage, avec des clous galvanisés à chaud ou inoxydables, reste régulier suivant un motif diagonal ou autre traditionnel. Il est possible en variante de mettre en œuvre un vissage avec vis de terrasse inoxydables à tête étroite peu visible.

On pourra revêtir une porte de commerce massive avec le bardage des murs par clouage ou vissage, grâce à des pentures qui puissent en supporter le poids. Pour les portes vitrées qui ne font pas partie

Les claustras

Cette option utilise des claustras ou caillebotis de commerce galvanisés à chaud disponibles en formats standard ou sur mesure : elle offre une possibilité technique résistante ne réclamant aucun entretien particulier, notamment pour les claustras métalliques (le bois horizontal ou vertical demeure également une solution possible). La

galvanisation, effectuée en usine par trempage, garantit effectivement à l'utilisateur une durabilité importante sans mise en œuvre de peinture ou de traitement spécifique.

Les dispositifs en métal (type caillebotis) sont ainsi valorisables comme :

- protection des ouvertures,
- protection solaire,
- protection des vues vers intérieur des locaux et des stocks.

Il est recommandé une fixation boulonnée (des boulons inviolables avec des outils standards existent – SFS INTEC) sur une cornière galvanisée ou directement dans la structure porteuse (éviter la fixation au bardage facile à arracher).

Les caillebotis métalliques peuvent aussi servir de plancher ventilé et fermeture horizontale supérieure d'un local de stockage à l'air libre, ou pour les escaliers extérieurs en marches boulonnées sur des limons bois (simple et antidérapant contrairement au bois mouillé).

Eléments de protection et de sécurité (garde-corps, grilles, containers...)

Les garde-corps

En cas d'été, il convient d'interdire l'accès du public à ces zones ou à défaut d'utiliser un garde-corps avec un produit à maille inférieure à 5 cm de pas sur 45 cm de haut ou plus à partir du plan de circulation. Les barreaux verticaux espacés de 10 cm de vide sont également possibles, la hauteur de la main courante devant être fixée à 100 cm minimum. Un vide de 10 cm maximum entre le plan de circulation et la partie à maille inférieure à 5 cm de pas sur 45 cm de haut, est également autorisé.

L'impact visuel doit demeurer faible par l'utilisation d'une lisse haute ou main-courante en tube galvanisé du commerce de 27, 34 ou 40 mm ainsi que des câbles métalliques pour le reste présentant un entraxe de 10 cm à partir du sol. Trois boucles sont au minimum nécessaires (soit 6 câbles superposés suivant un entraxe de 10 cm). Cette solution n'est toutefois pas réglementaire.

Une variante de garde-corps sera proposée en tube métallique cintrée.

Les containers maritimes

Les containers maritimes constituent une solution efficace pour le stockage et la protection des biens, compte tenu de l'isolement et de la saisonnalité de nombreux sites nautiques de Serre-Ponçon.

Trois dimensions sont disponibles : 3m×2,5m, 6m×2,5m et 12m×2,5m.

Le module de base des cabanes basé sur la trame de 3m×1,20m + section poteau, demeure particulièrement adapté à l'intégration d'un container de 6m dans deux modules juxtaposés de 3,7×3,7m environ.

Les containers maritimes sont ainsi autorisés si un habillage bois du même type que les cabanes les recouvre avec ou sans toiture. Ils peuvent aussi faire partie d'une cabane de plus de deux modules par ajout en plan ou en élévation mais seront difficiles à déplacer ou revendre sans démolir les modules qui le contiennent.

Les containers sont réputés stables par leur poids et peuvent être posés sur leur 4 angles sur 4 plots en béton de 50×50cm sans autre appuis intermédiaire : Attention toutefois à ne pas utiliser de parpaings qui sont trop fragiles pour supporter la charge (effet « Furiani ») ! Les plots doivent être effectivement assez lourds pour s'opposer au basculement sous l'effet du vent : ils seront donc vérifiés si nécessaire par un BET Béton.

Les containers peuvent éventuellement être enterrés sur trois côtés dans une pente (suffisante) de terrain. On veillera alors à assurer le drainage périphérique du container enfoui ainsi que son isolation à l'eau (polyane et enduit bitumineux). Une ventilation intérieure par l'installation d'une cheminée en fond de module paraît également nécessaire, tout comme le renforcement du plafond afin de supporter la charge de terre.

Les surfaces non closes

Les planchers et terrasses extérieures

Les planchers et terrasses extérieures valorisent le bois ou le métal (caillebotis), voire d'autres matériaux de substitution dès lors qu'ils s'intègrent parfaitement au cadre architectural imposé. Le pétitionnaire portera toutefois une attention toute particulière à la glissance de ces matériaux, qui peut être importante en cas d'humidité.

Il est également noté que les surfaces extérieures couvertes seront plus durables que celles exposées aux intempéries et à l'ensoleillement direct.

L'emprise du bâtiment au sol

Sur la zone située sous les cabanes, le déplacement de la terre végétale sur 10 à 20 cm avec la pose d'un film géotextile et d'une couche de gravier, participera avec l'absence de pluie au contrôle des herbes et autres plantes difficiles à atteindre dans un espace réduit en hauteur.

Cet espace qui s'apparente à un vide sanitaire ouvert sur 4 côtés risque de devenir un dépôt pour des matériels sans valeur mais encombrants. Dans l'urgence de la courte saison touristique, il faudra éviter ce genre de dépôts « parasites » peu engageant pour la clientèle touristique et dangereux en cas d'incendie ou de feu de broussailles. Si cet espace doit effectivement tenir ce rôle, on pourra le fermer en surélevant si possible la cabane afin de pouvoir circuler debout (180 cm minimum). L'obturation des côtés sera réalisée soit en bois, soit en métal de type « caillebotis » insensible à la proximité du sol naturel (voir même possiblement en contact avec lui) et très adapté à la nécessaire ventilation de cet espace.

Annuaire d'adresses utiles

La présente liste d'adresses ne constitue qu'un référentiel non exhaustif d'établissements commerciaux susceptibles de fournir les matériaux requis au titre de l'application de la présente charte architecturale. Visant simplement à aider le pétitionnaire dans son projet constructif, elle ne recouvre en ce sens aucun caractère impératif.

Prix d'occasion et transport des containers maritimes :
www.containerinfo.net

Boulonnerie galvanisée à chaud :
Etablissements Thévenin : www.thevenin.com

Visserie inox et galvanisée pour bardage et toiture :
SFS INTEC : fr.valence@sfsintec.biz

Tôles ondulées (COBACIER laquée double face RAL 8012) :
Peuzin : www.bigmat.fr/magasin/peuzin-et-cie

Scieries de mélèze (non exhaustif)
Etablissements Mostachetti à Embrun (05200) : Tél 0492430023
Etablissements Céas à La Bâtie-Neuve (05230) : Tél 0492502083 - www.scierie05.fr

Matériaux de type OSB, poutre en bois, lamellé collé ou contrecollé :
Négoces bois et matériaux

Quincaillerie bâtiment et outillage

Etablissements Andréty à Gap (05000) : Tél 0492402540 - www.andrety.fr

6. Référentiel architectural de propositions techniques illustratives

Les esquisses proposées ci-après¹ n'ont vocation qu'à faciliter la compréhension des directives architecturales proposées dans ce cahier des charges. Elles ne recouvrent aucun caractère impératif et ne sauraient donc engager la responsabilité du S.M.A.D.E.S.E.P. ou de son prestataire chargé d'établir cette « boîte à outils architecturale ».

Pour autant, ces propositions techniques doivent faciliter la construction de projets individuels, parfaitement adaptés à la configuration des sites dans lesquels ils s'inséreront. Au-delà des croquis présentés ci-dessous, elles sont également illustrées par des maquettes numériques en trois dimensions permettant de mieux visualiser le modèle architectural préconisé. Il est à ce titre rappelé que la « cabane des pêcheurs », finalisée en 2013 par le lycée professionnel « Alpes et Durance d'Embrun, constitue le prototype expérimental du référentiel réclamé sur les rives de Serre-Ponçon : le S.M.A.D.E.S.E.P. invite en conséquence les bénéficiaires d'AOT à s'appuyer sur cette réalisation, qu'il demeure possible de visiter, pour bâtir leur propre projet architectural.

Les bâtiments dévolus aux plages publiques : sanitaires et postes de secours sur les sites de Savin'Plages à Savines le lac, les Trémouilles à Chorges et Bois vieux à Rousset sont élaborés sur les principes de ce référentiel architectural.

- Exemples de quelques cabanes...
- Définition des trames
- Angle de mur isolé avec position PP et PV dans le pilier
- Liaison de poteaux superposés
- Liaison avec le sol
- Fermeture du vide sous la cabane
- Rives des tôles, égout et pignon
- Portes massives
- Fenêtres
- Contreventement de la plateforme
- Garde-fou simplifié (hors norme)
- Garde-fou (aux normes)
- Pieds de poteau
- Eclaté d'un poteau « 5 pièces » : poteau de base / poteau étage
- Poutre primaire et secondaire
- Fixation des caillbotis devant ouvertures et en plancher
- Bardages horizontaux et verticaux
- Principe d'intégration d'un conteneur de 6 m

¹ Documents extraits de la mission de maîtrise d'œuvre confiée par le S.M.A.D.E.S.E.P. à Eric BOISSEL, Architecte © Tous droits réservés

EXEMPLES DE QUELQUES CABANES...



Module simple avec terrasse



Double module « tête-bêche » avec terrasse

Cabane à trois modules avec portique et terrasse

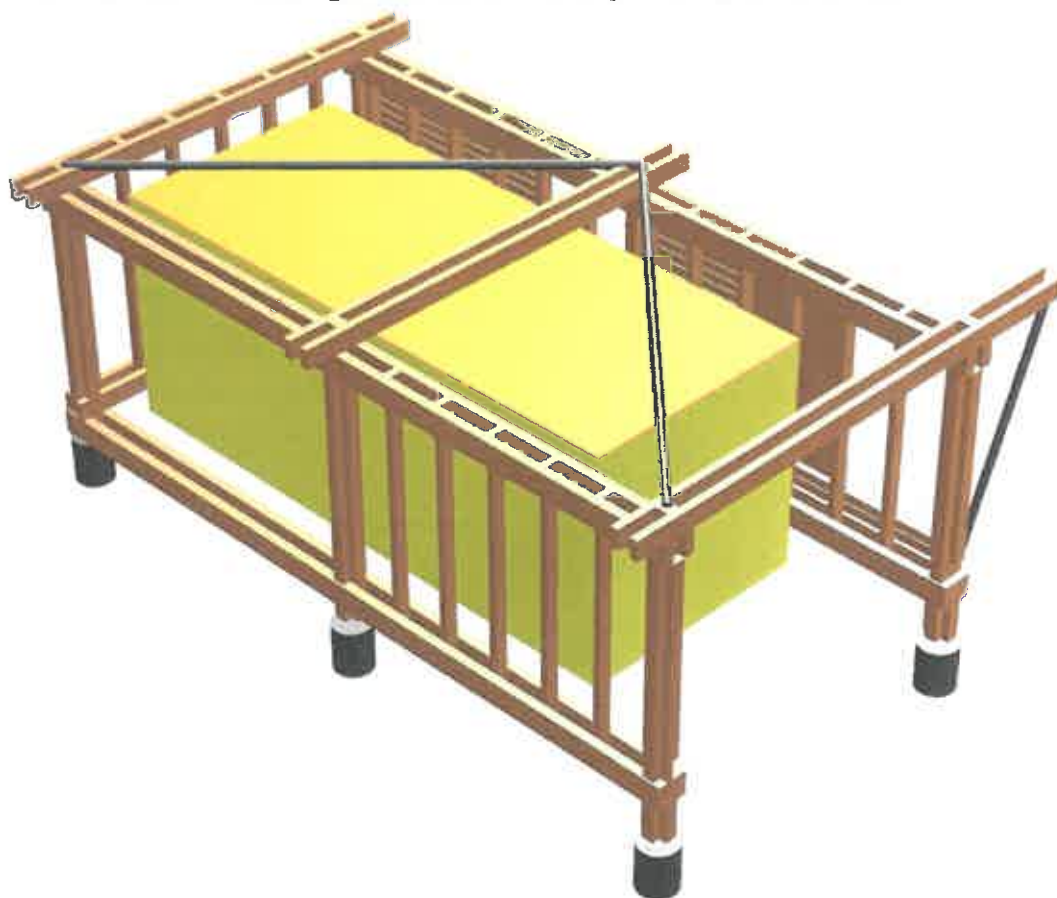


Structure à deux modules horizontaux avec terrasse protégée





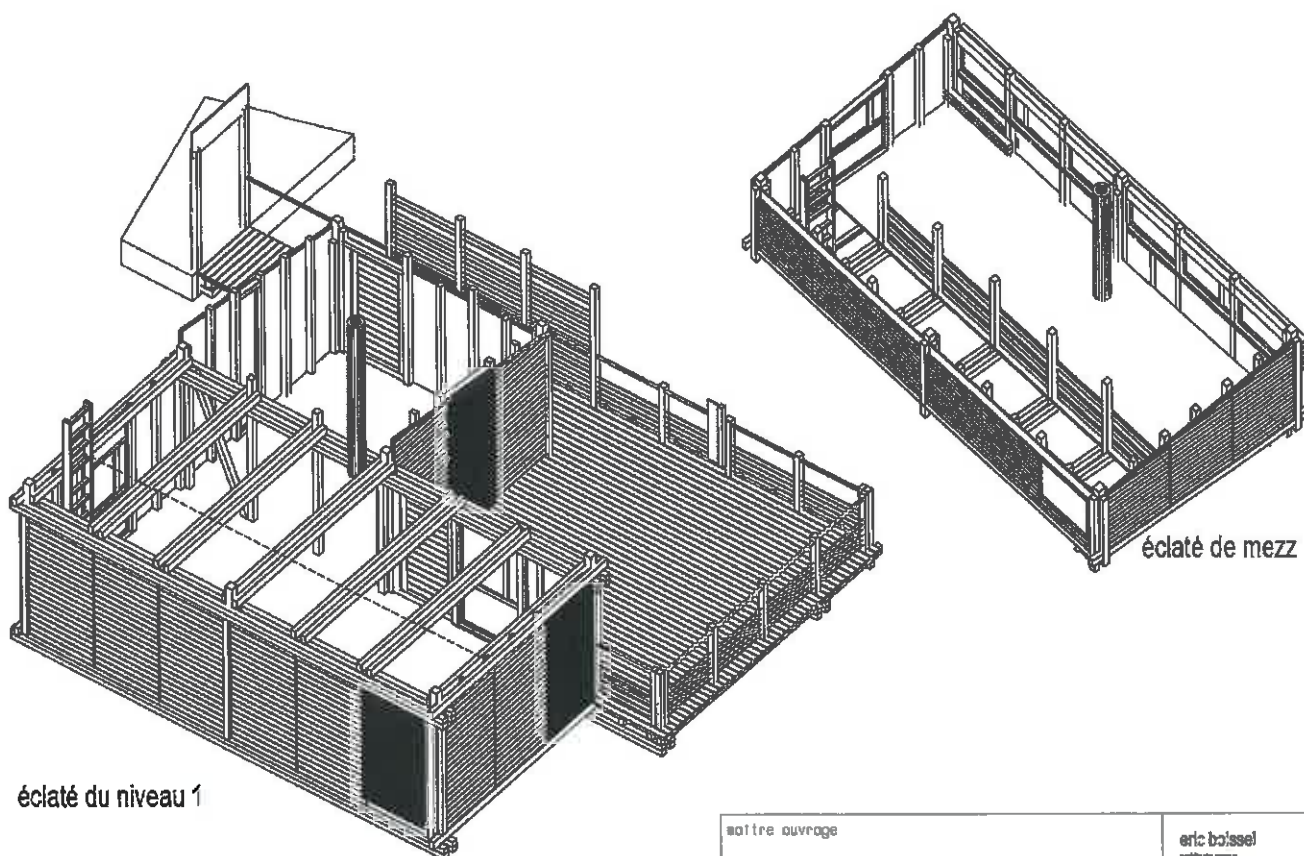
Double module intégrant un container (habillage sans toit)



Container habillé avec un module en étage

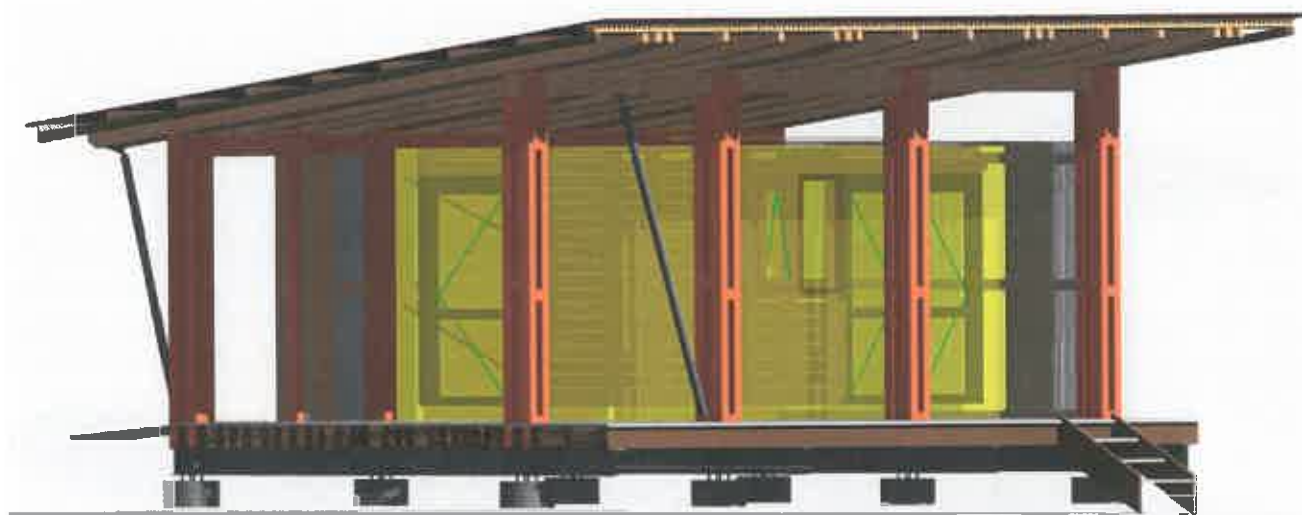


Container habillé par structure fixée

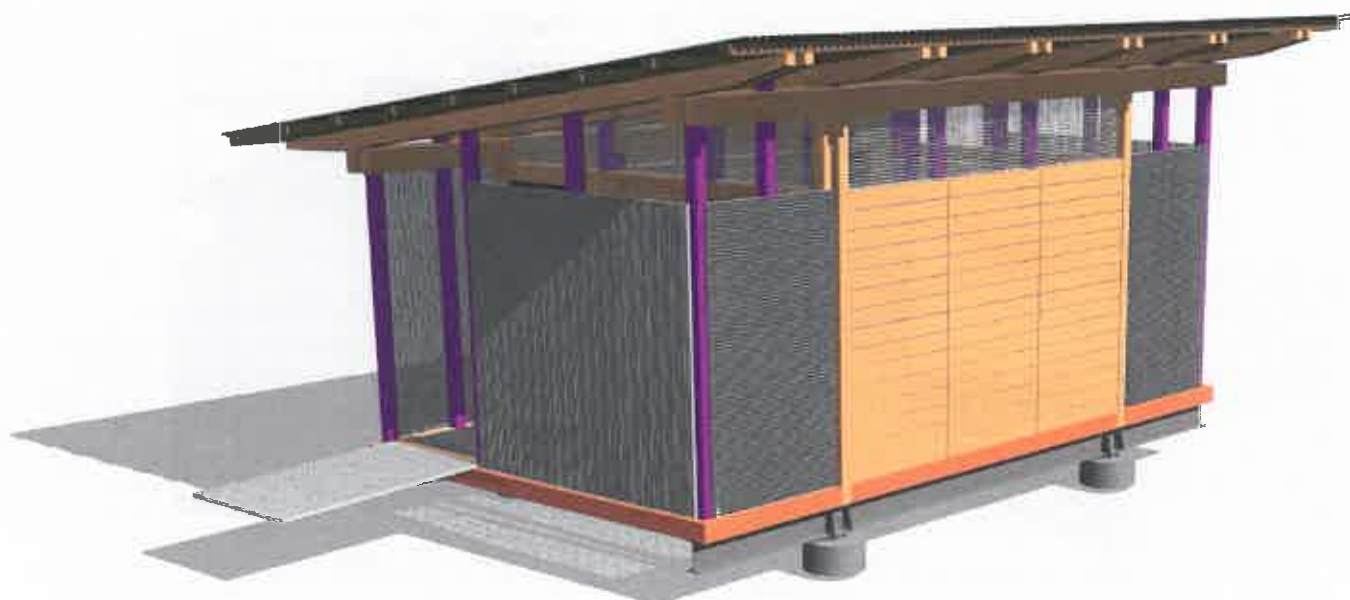


maître ouvrage				eric baissel architecte associé les marais BESSEY-LE-CHATEL tel 04 82 43 48 27 fax 04 82 43 11 11 mail eric.baissel@orange.fr
smadesep				
PLAN cabane des pêcheurs éclaté niv1+mezz				
éclaté niv1 et mezz				
échelle sons	portfolio version 2	plan 8	DATE 11/02/2013	

POSTE DE SECOURS avec conteneur Plage des Trémouilles CHORGES



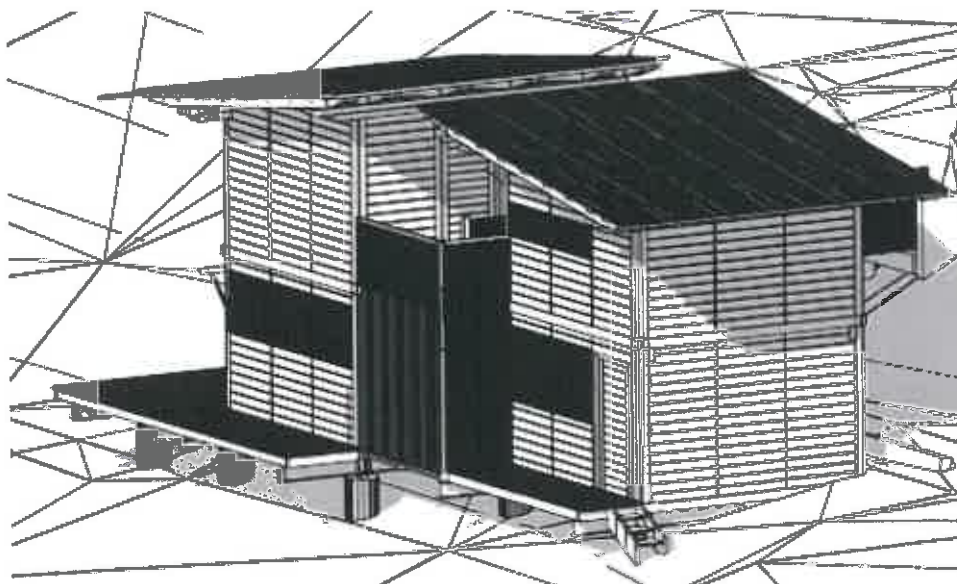
SANITAIRES PUBLICS Plage des Trémouilles CHORGES



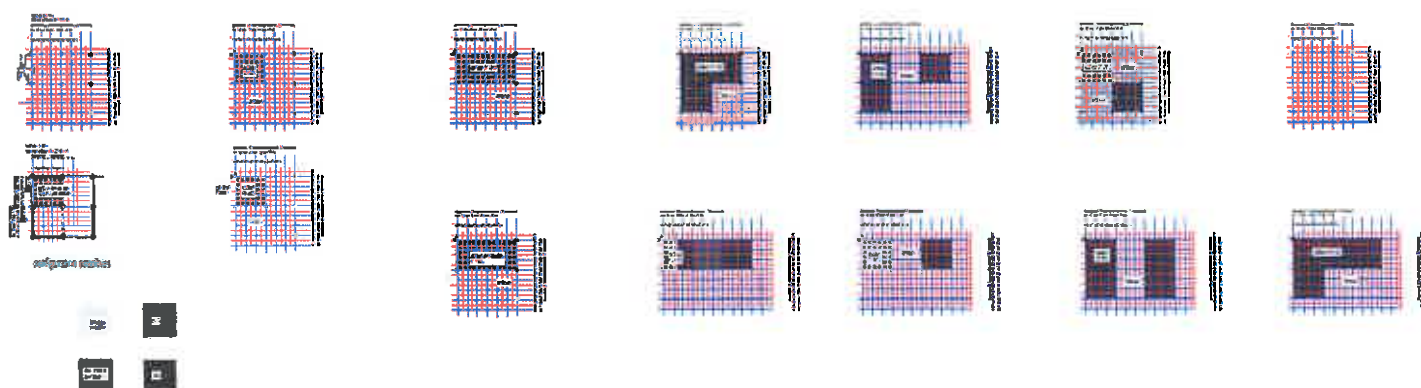
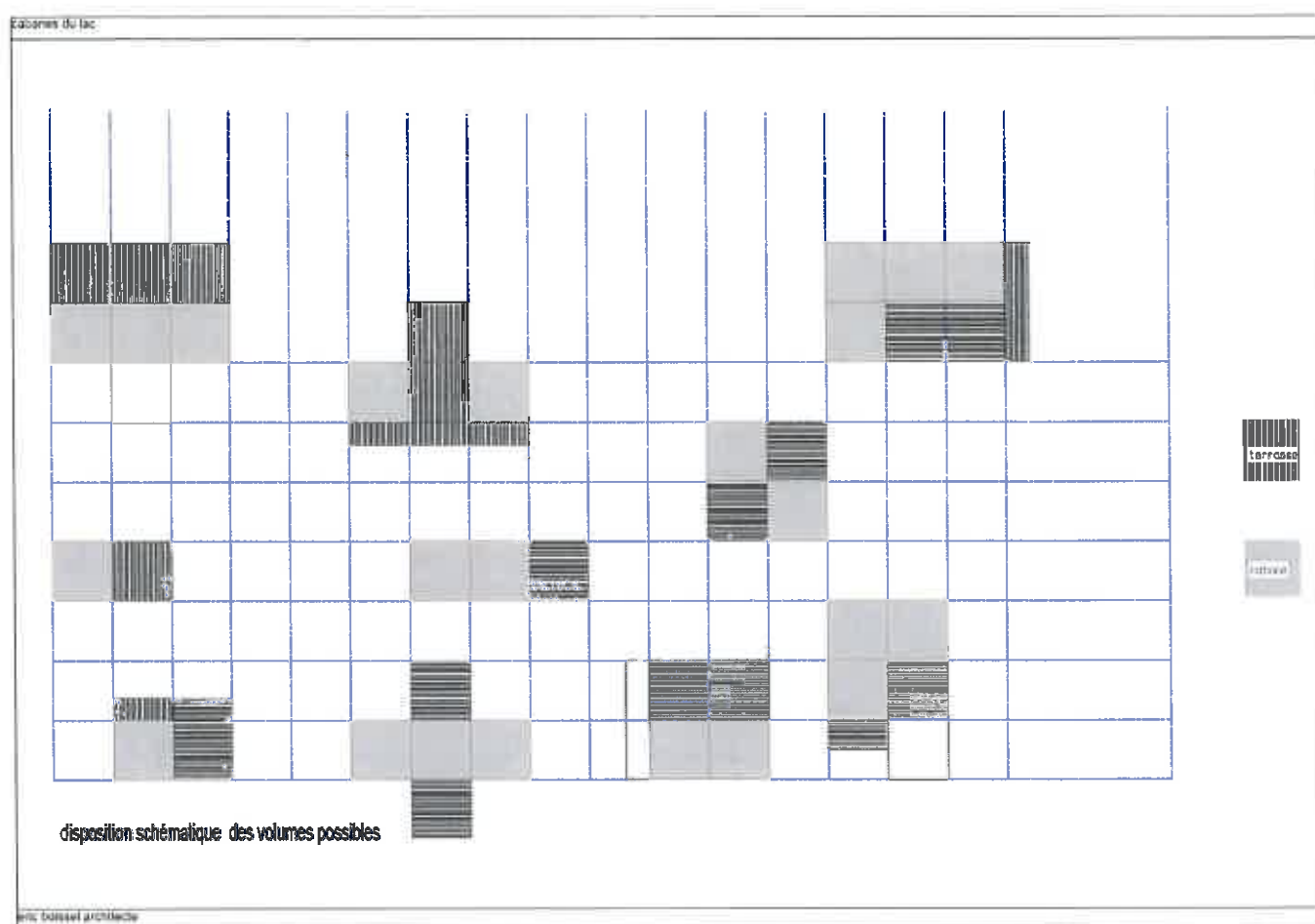
POSTE DE SECOURS ET SANITAIRES PUBLICS Savin'Plage – SAVINES LE LAC



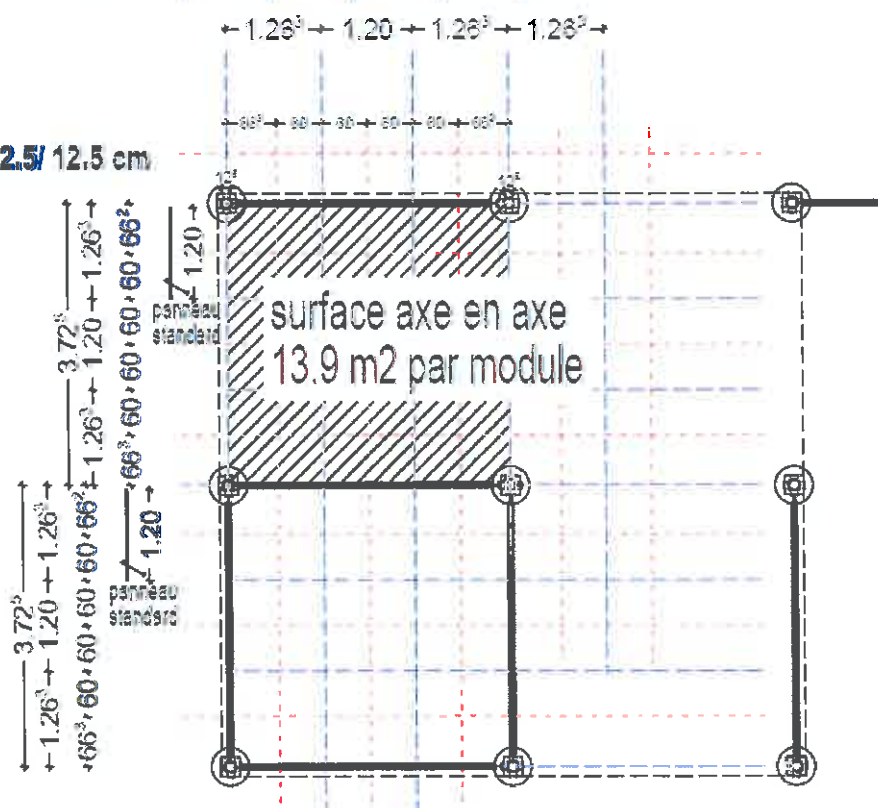
POSTE DE SECOURS ET LOCAL ATTENANT Bois vieux – ROUSSET



ORGANISATIONS SPATIALES POSSIBLES



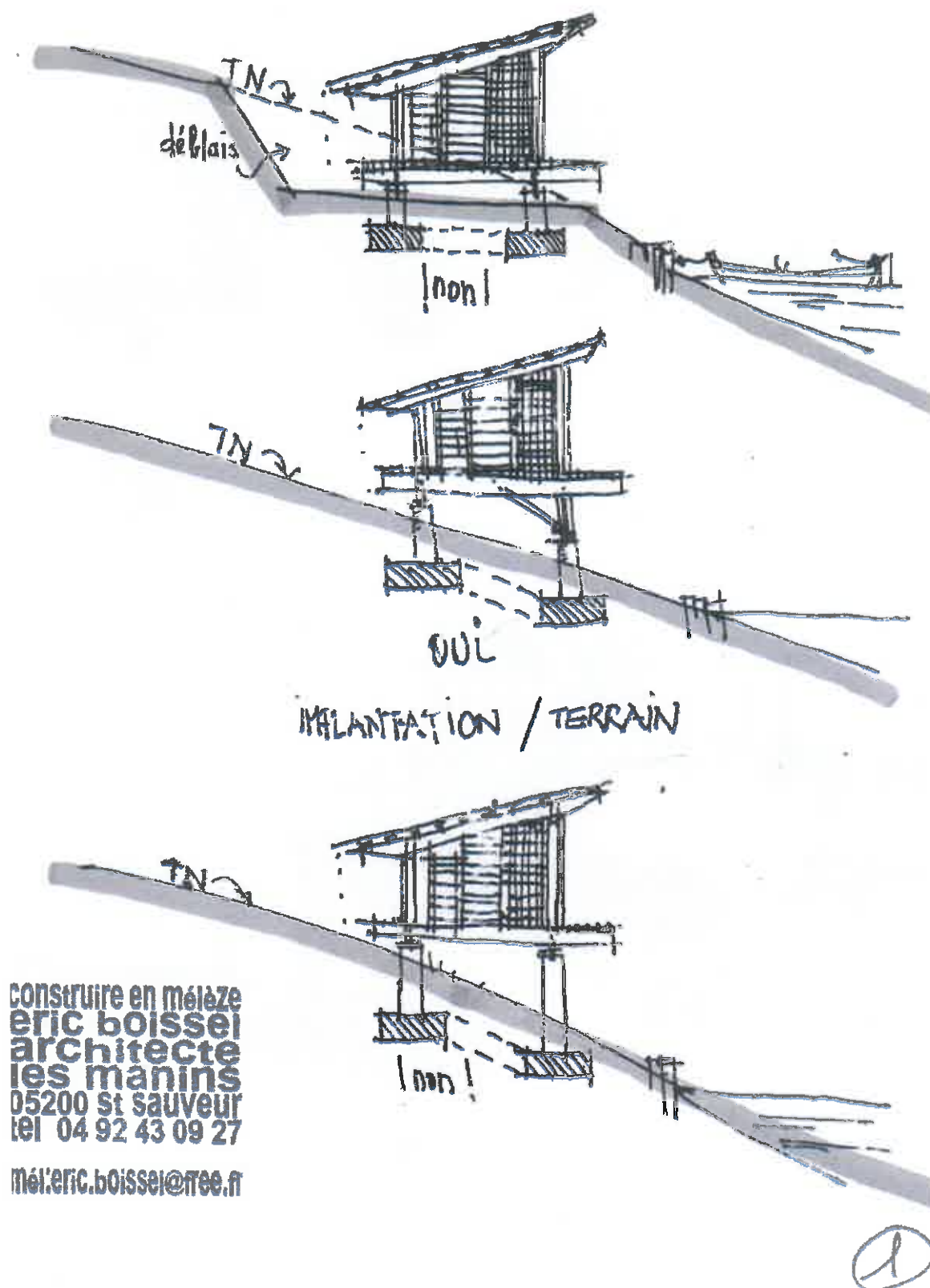
exemple de trame
avec des poteaux de 10/10 cm



LES POSSIBILITES DE VARIATION DANS LES TROIS DIMENSIONS



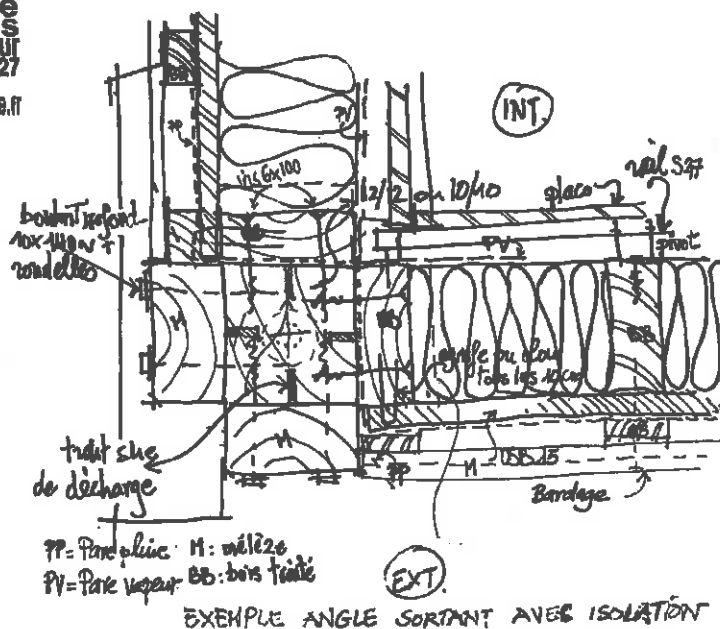
IMPLANTATION DU BÂTIMENT DANS SON SITE



construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél.eric.boissei@free.fr

COUPES D'UN MUR ANGLE SORTANT

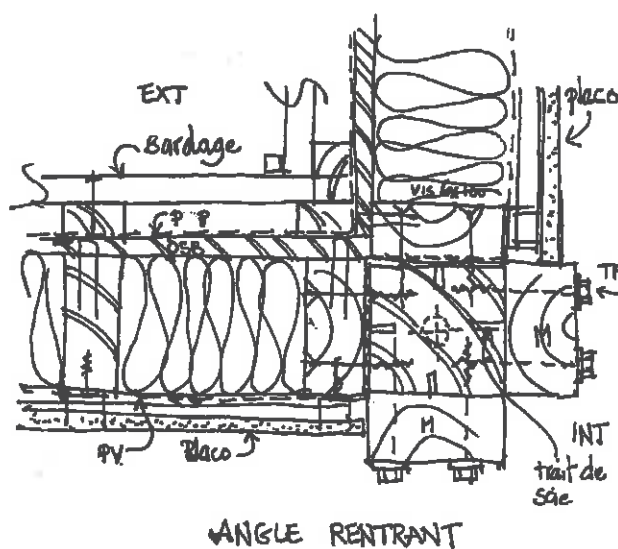
construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mailto:eric.boissei@tee.fr



2

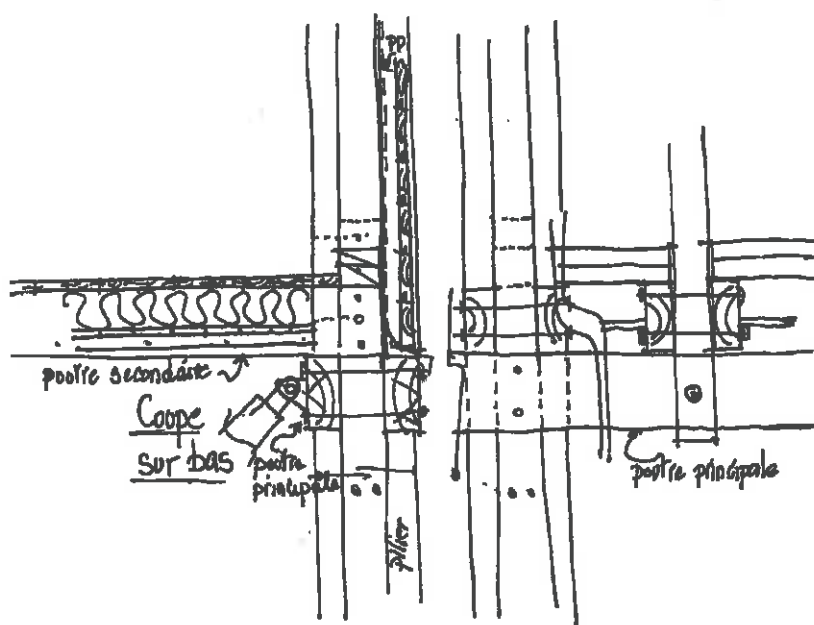
ANGLE RENTRANT

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mailto:eric.boissei@tee.fr



3

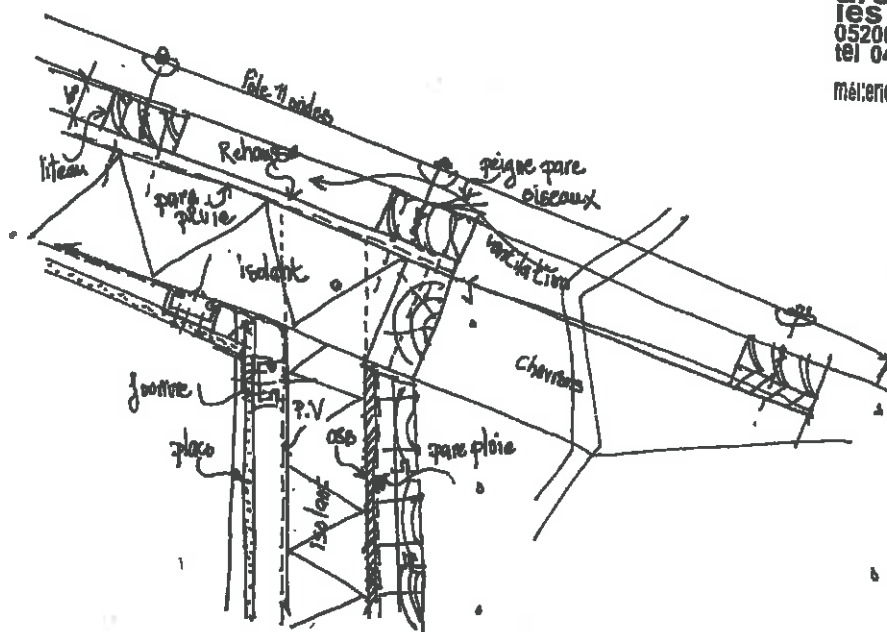
COUPE D'UN PIED DE MUR



construire en mêléze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
Mail:eric.boissei@free.fr

④

COUPE D'UN MUR SOUS RIVE

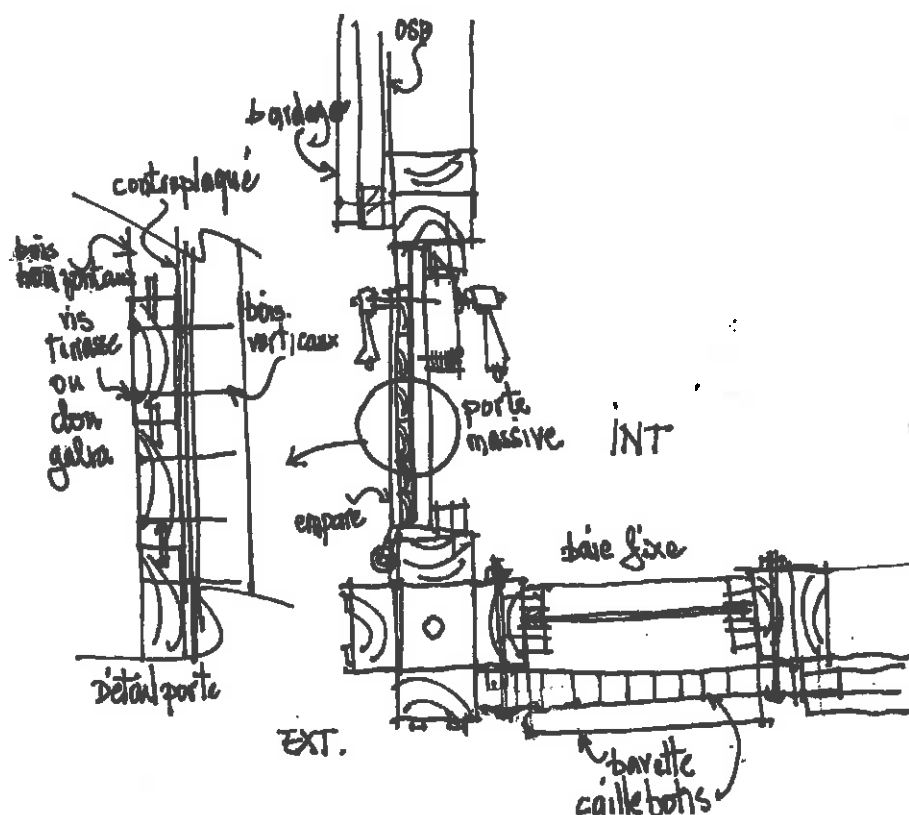


construire en mêlaze
eric boissel
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél.eric.boissel@free.fr

⑤

COUPE D'UN MUR AVEC OUVRANT (PORTE ET BAIE FIXE)

construire en mélèze
eric boissel
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mei.eric.boissel@free.fr

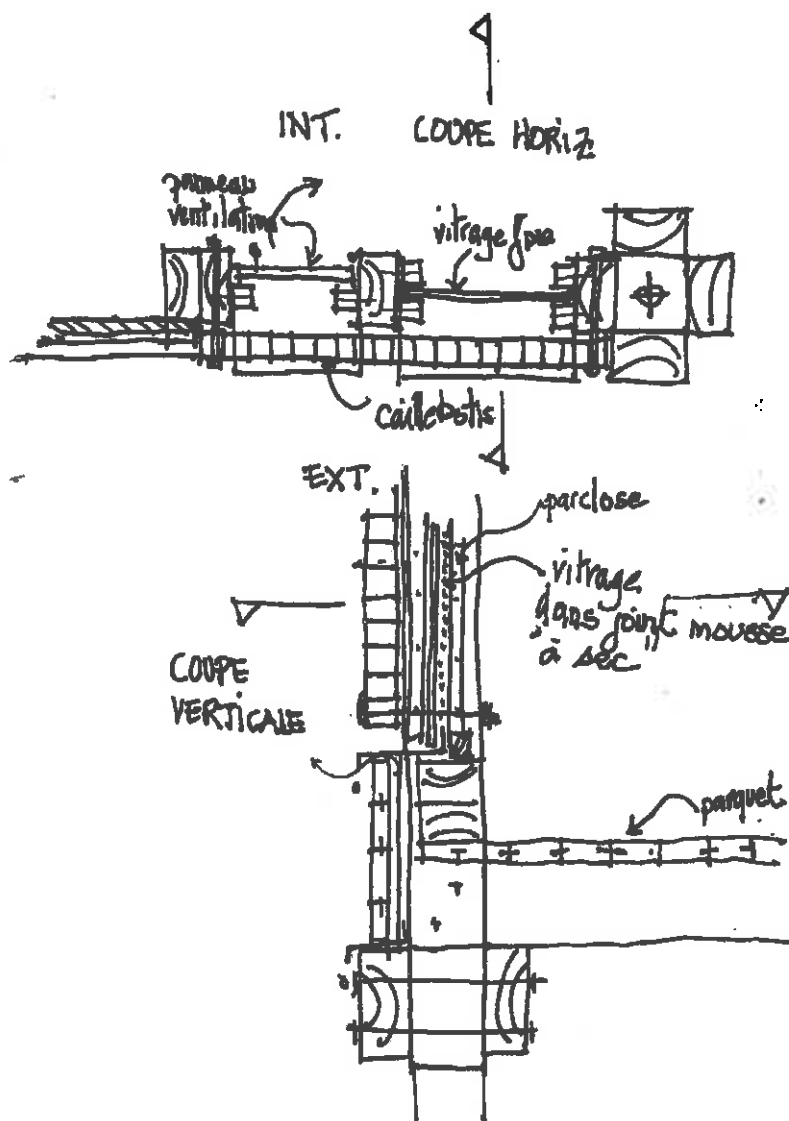


6

COUPE D'UN MUR SUR OUVERTURE (CHASSIS FIXE)

construire en mélèze
eric boissel
architecte
les manins
05200 st sauveur
tel 04 92 43 09 27

mailto:eric.boissel@free.fr

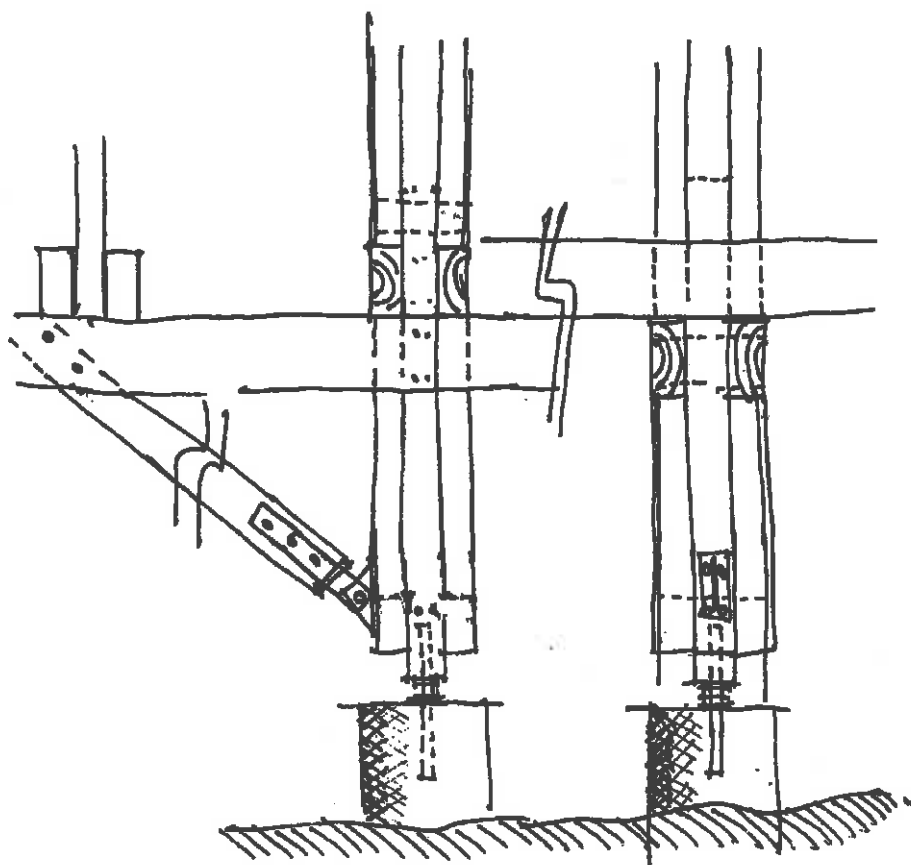


⑦

LIAISON AVEC LE SOL (PILERS PORTEURS)

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tel 04 92 43 09 27

mél:eric.boissei@free.fr



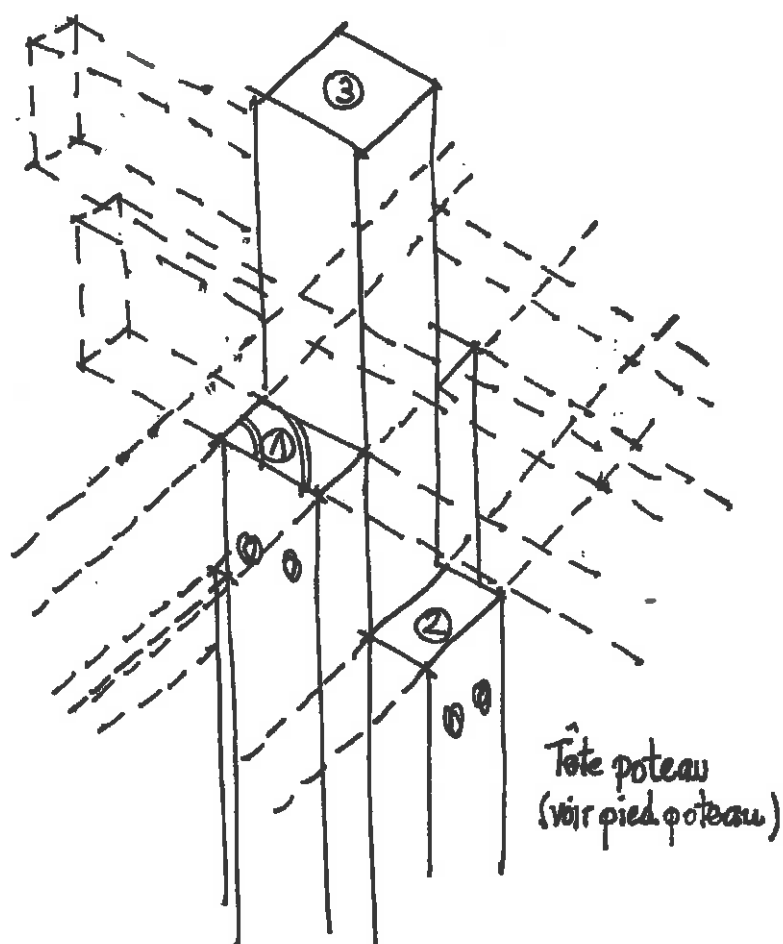
vue de face et côté
PILERS DE DÉPART

8

STRUCTURE D'UN POTEAU RACCORD EN TÊTE

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27

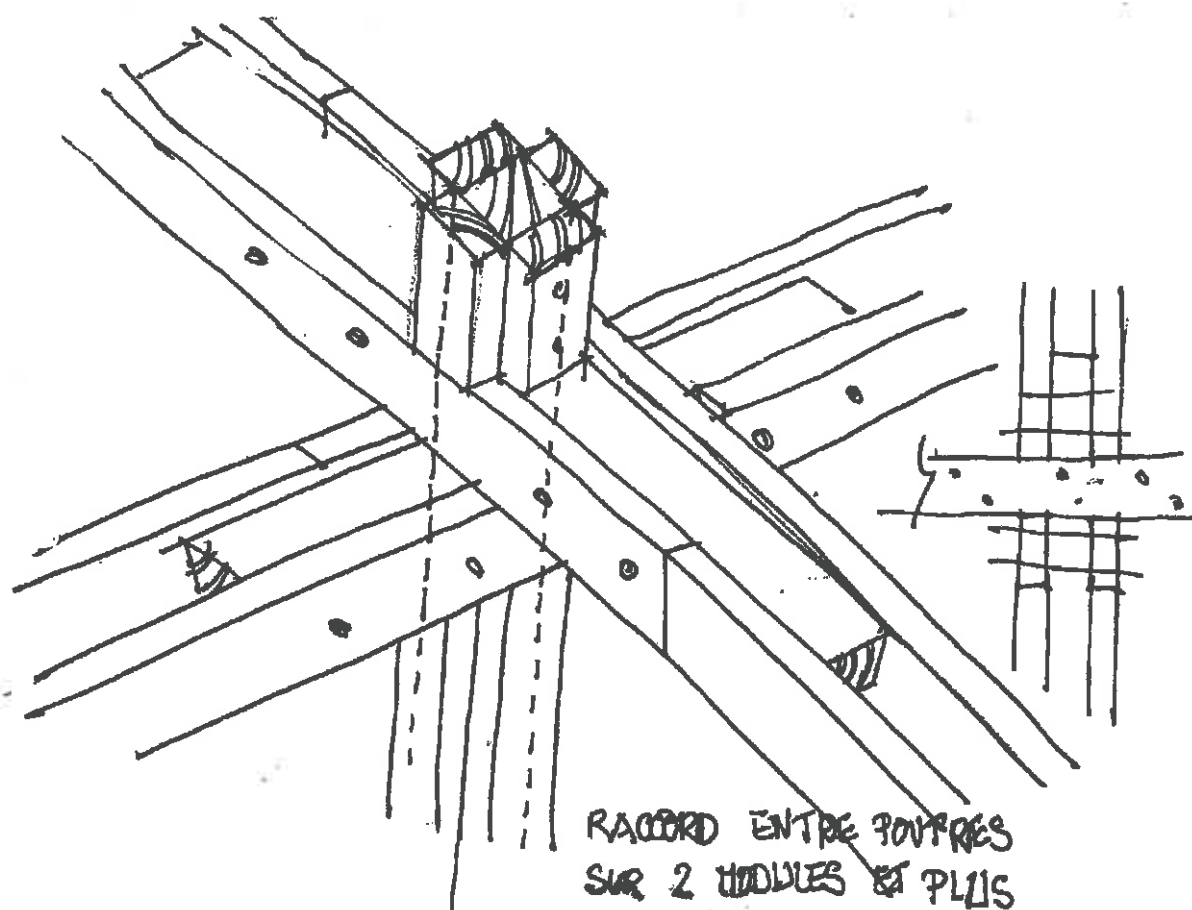
mail:eric.boissei@free.fr



(9)

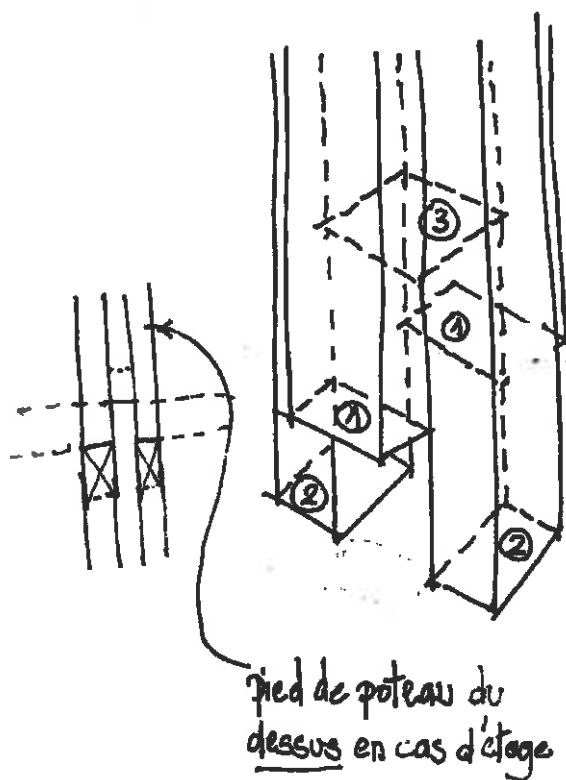


STRUCTURE D'UN POTEAU RACCORD ENTRE POUTRES SUR PLUSIEURS MODULES



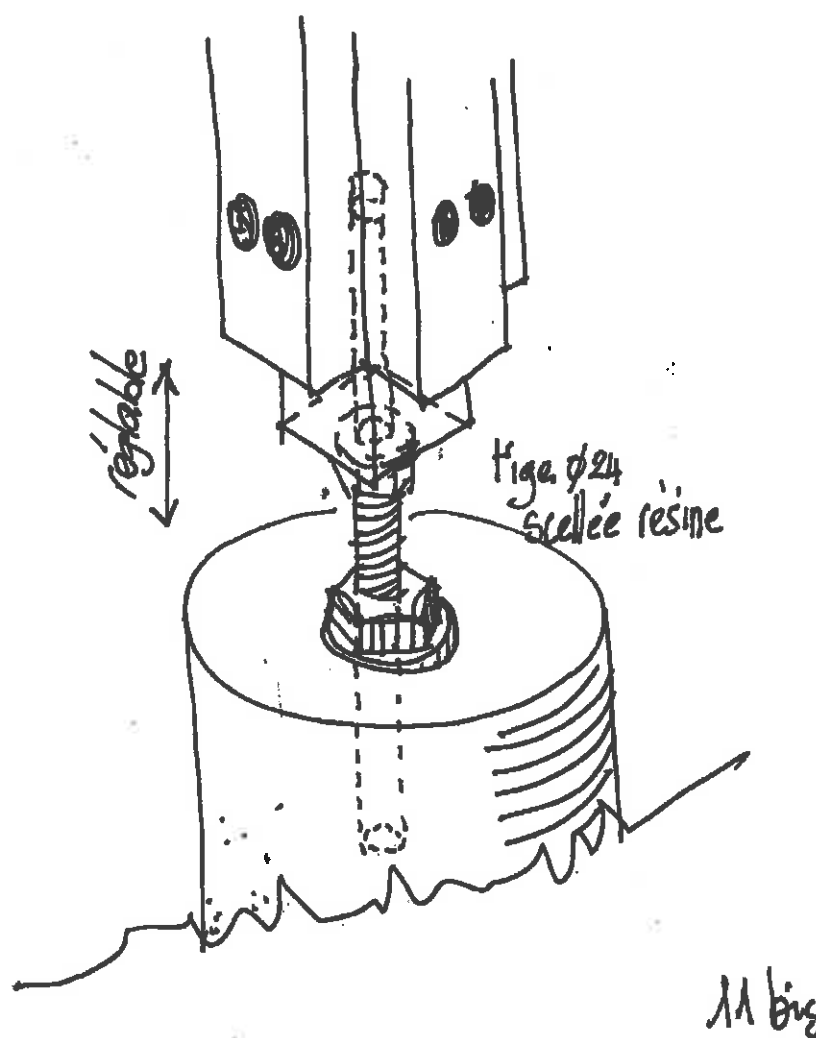
STRUCTURE D'UN POTEAU RACCORD EN PIED

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél.eric.boissei@free.fr



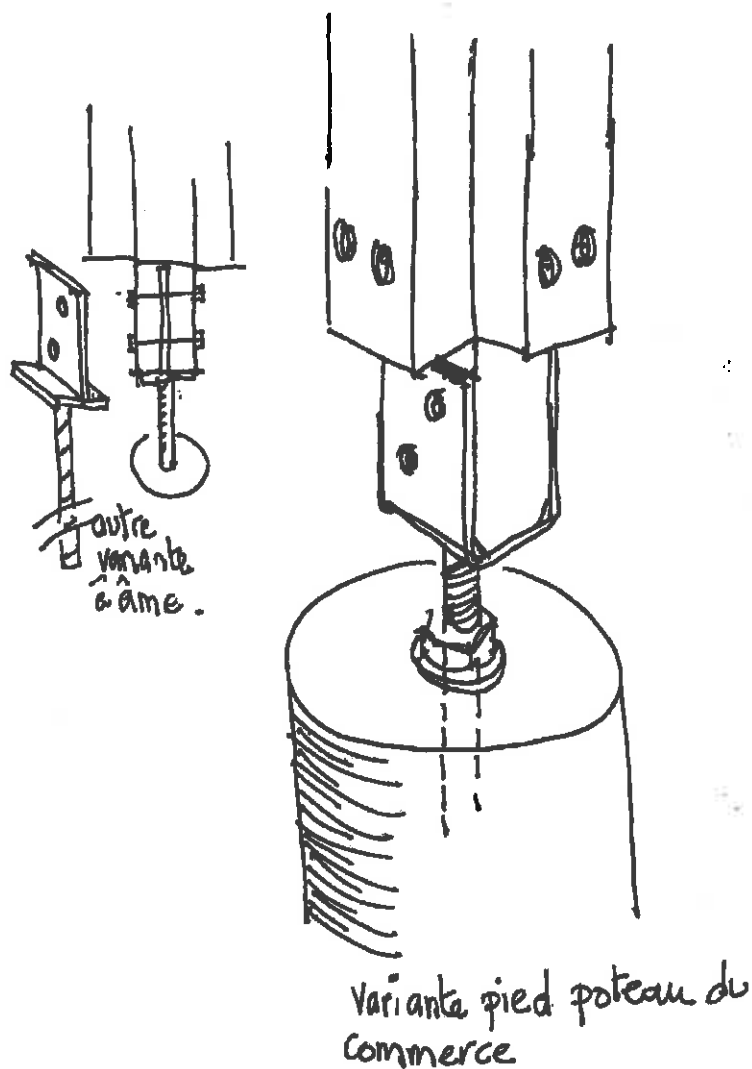
(10)

ANCRAGE AU SOL PILIER REGLABLE EN HAUTEUR



ANCRAGE AU SOL VARIANTES

construire en métal
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél:eric.boissei@free.fr

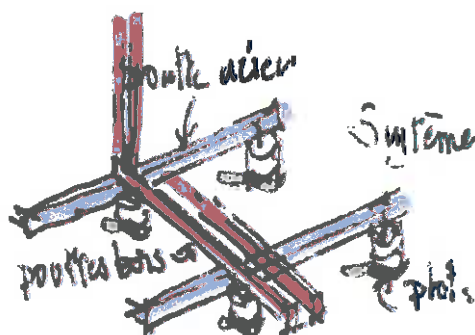


(11)

ANCRAGE AU SOL

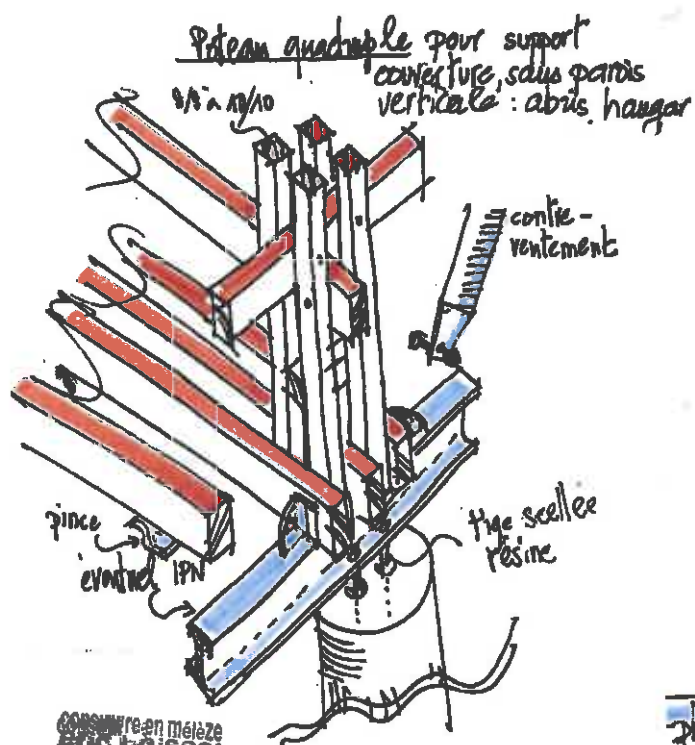
VARIANTES

(Système constructif pour terrain peu pentu : poutre acier)



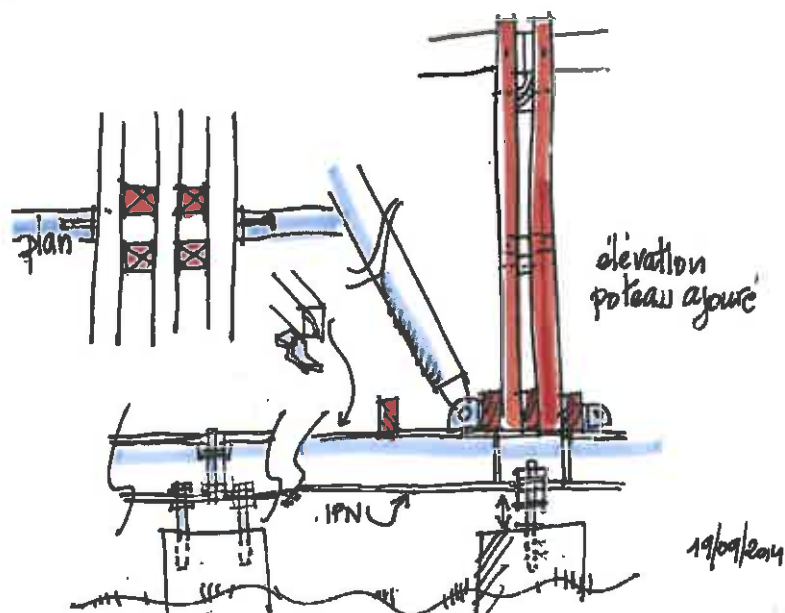
Système constructif pour terrain peu pentu

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tel 04 92 43 09 27



construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tel 04 92 43 09 27
www.eric-boissei-architecte.fr

19/09/2014

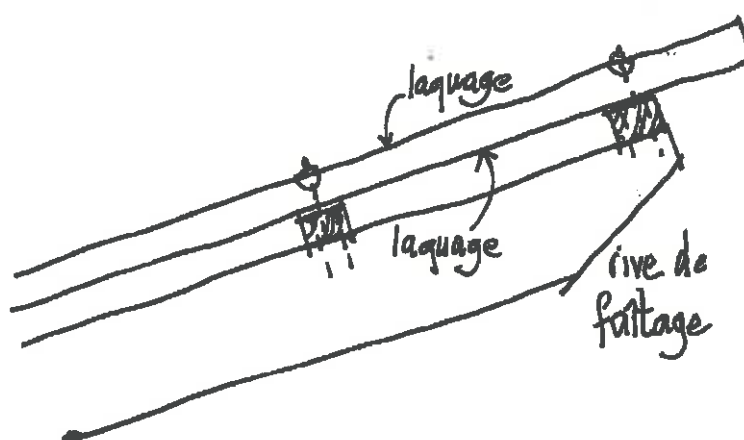
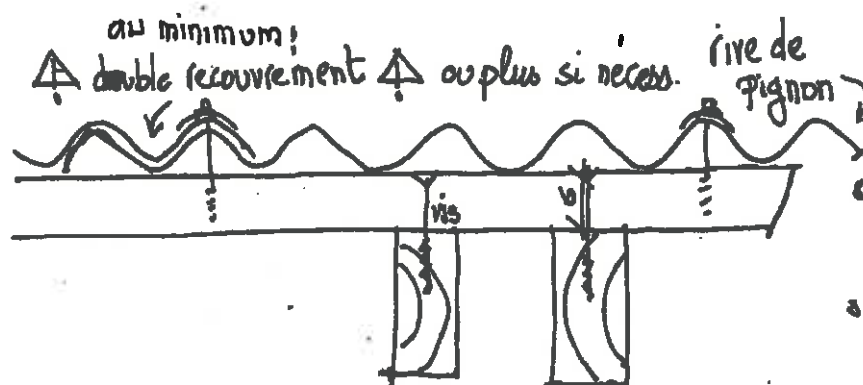


19/09/2014

COUVERTURE EN TÔLES ET RIVES DE TOIT

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tel 04 82 43 09 27

mél:eric.boissei@free.fr

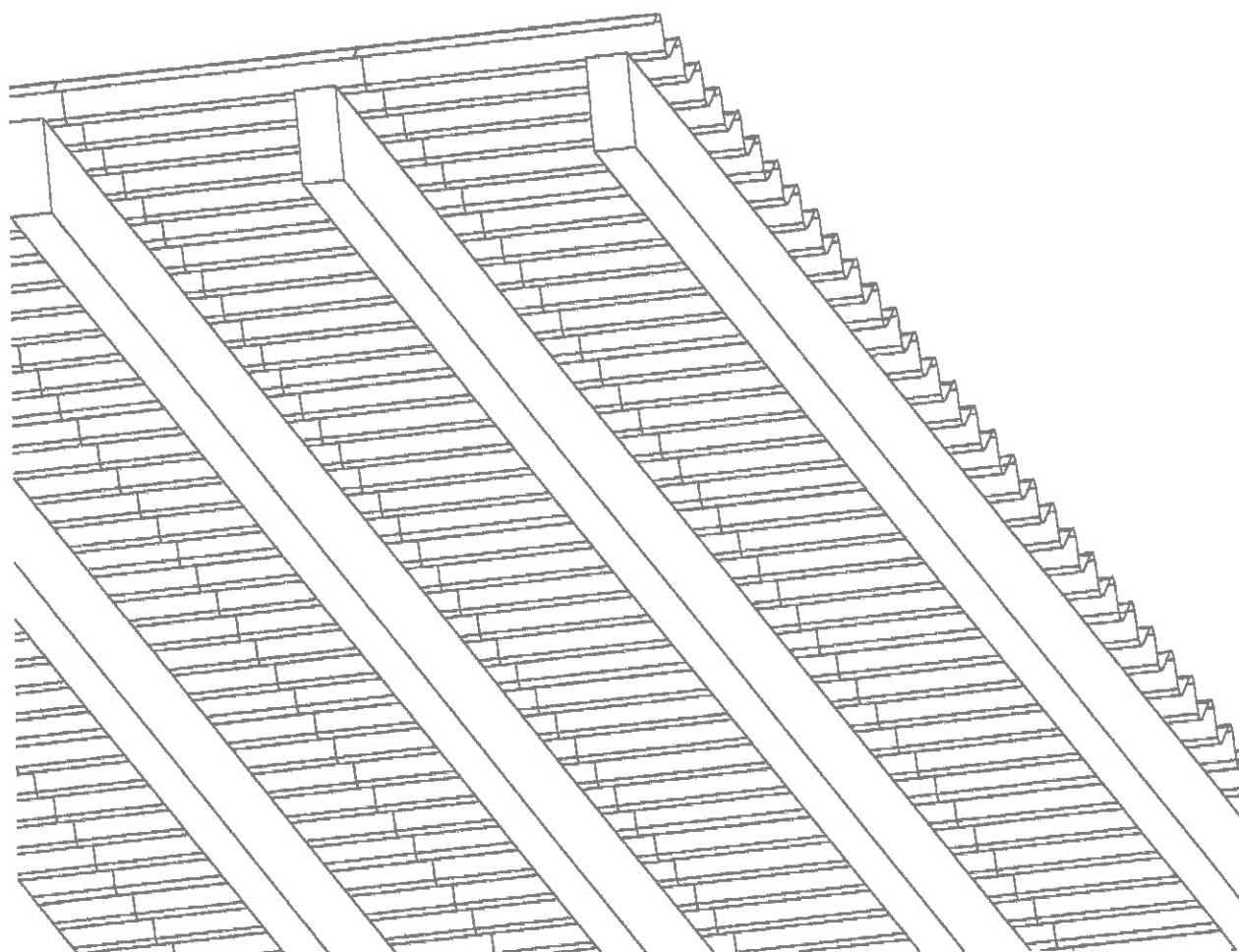


DETAILS SUR COUVERTURE en
PLAQUES ONDULÉES P.O.

(12)

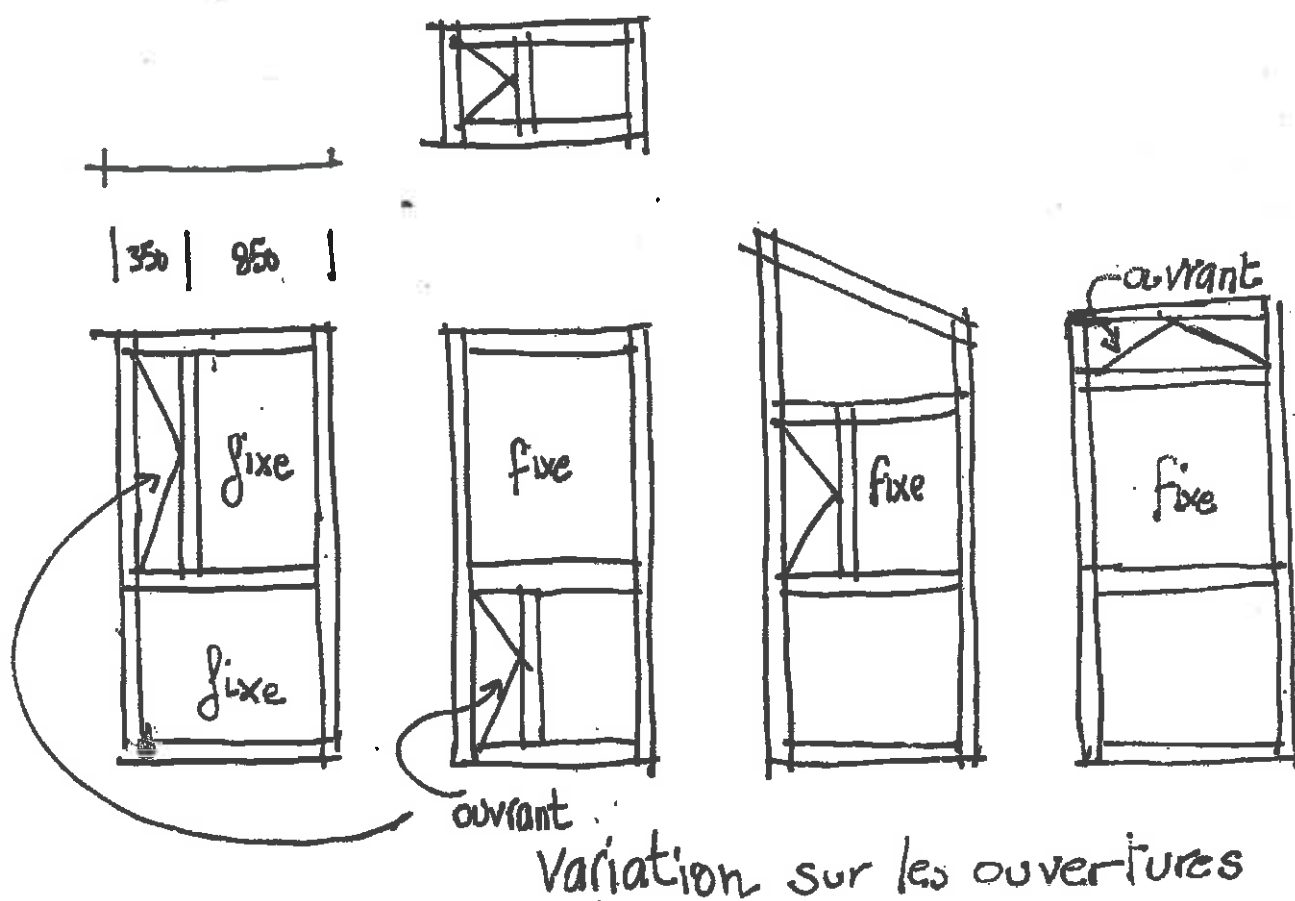
PLAN DE DETAIL

Pose des tôles en rive de pignon avec une onde en débord pour la protection du liteau



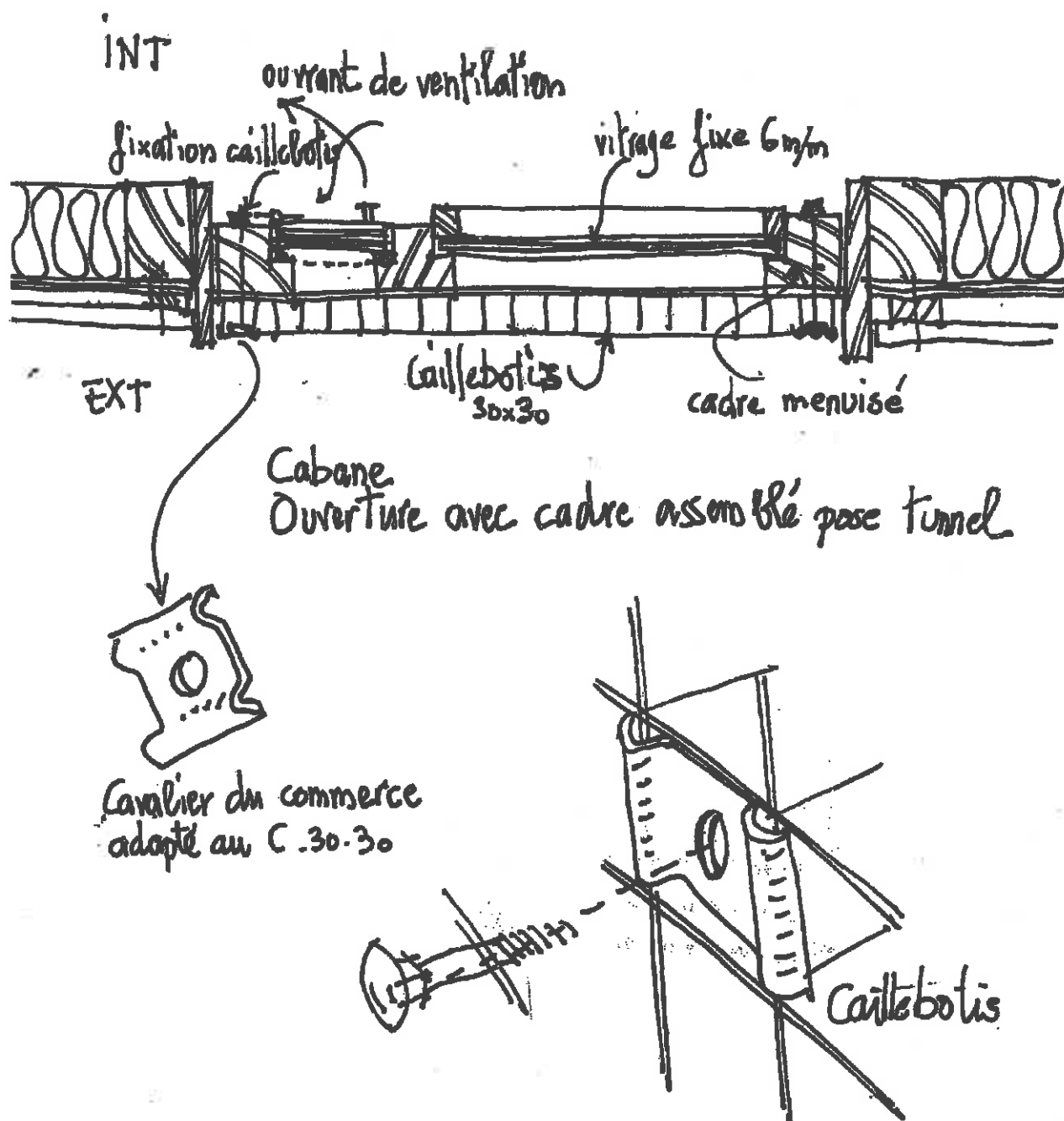
LES OUVERTURES

EXEMPLES D'OUVERTURES POSSIBLES



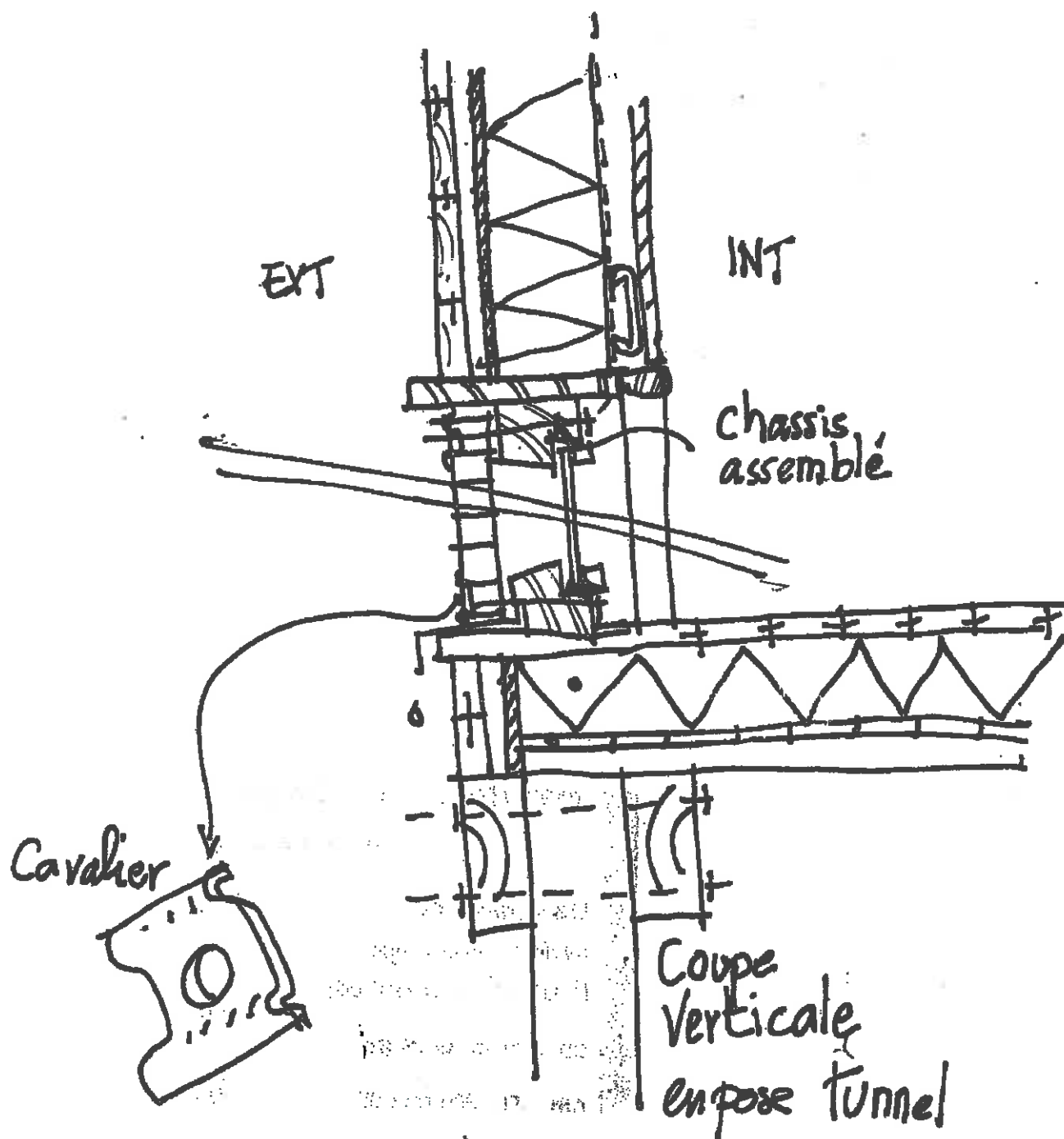
LES OUVERTURES

OUVERTURE AVEC CADRE ASSEMBLE – POSE TUNNEL



LES OUVERTURES

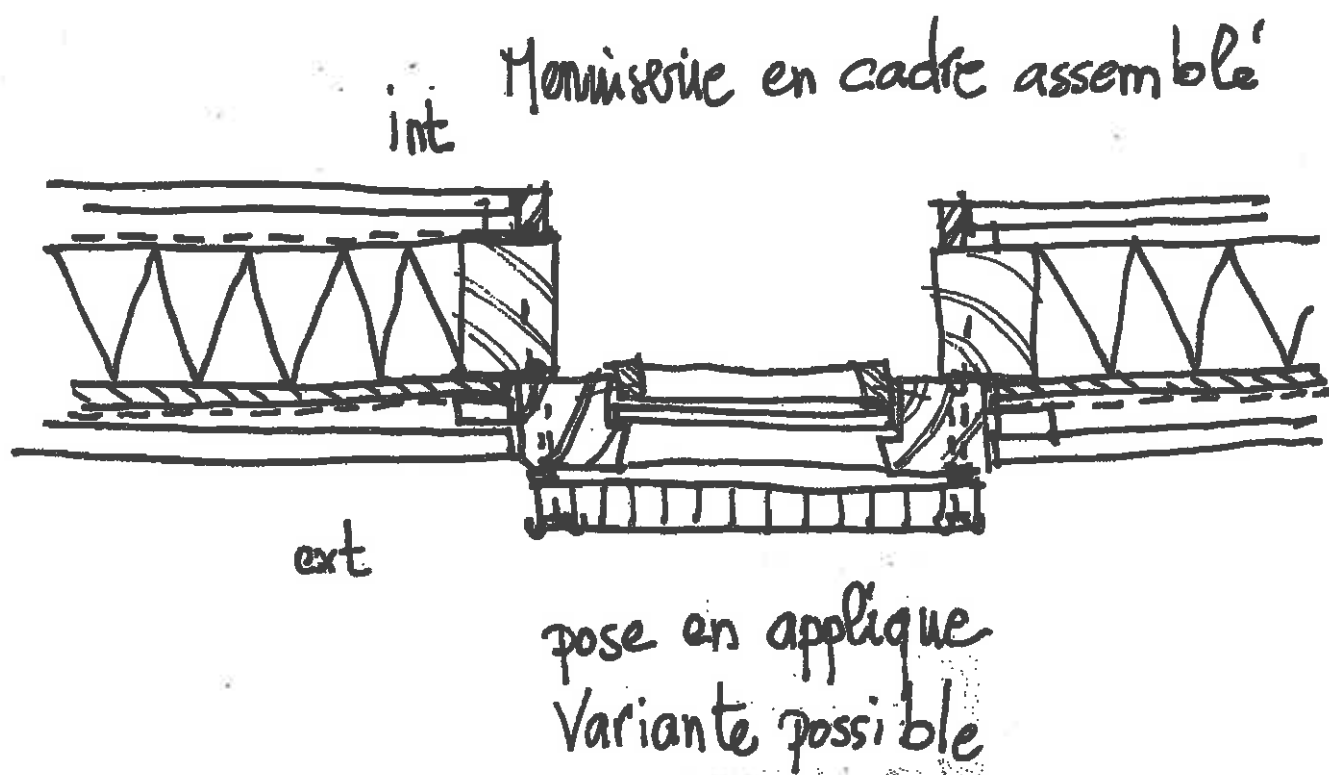
OUVERTURE AVEC CADRE ASSEMBLE – POSE TUNNEL / COUPE VERTICALE





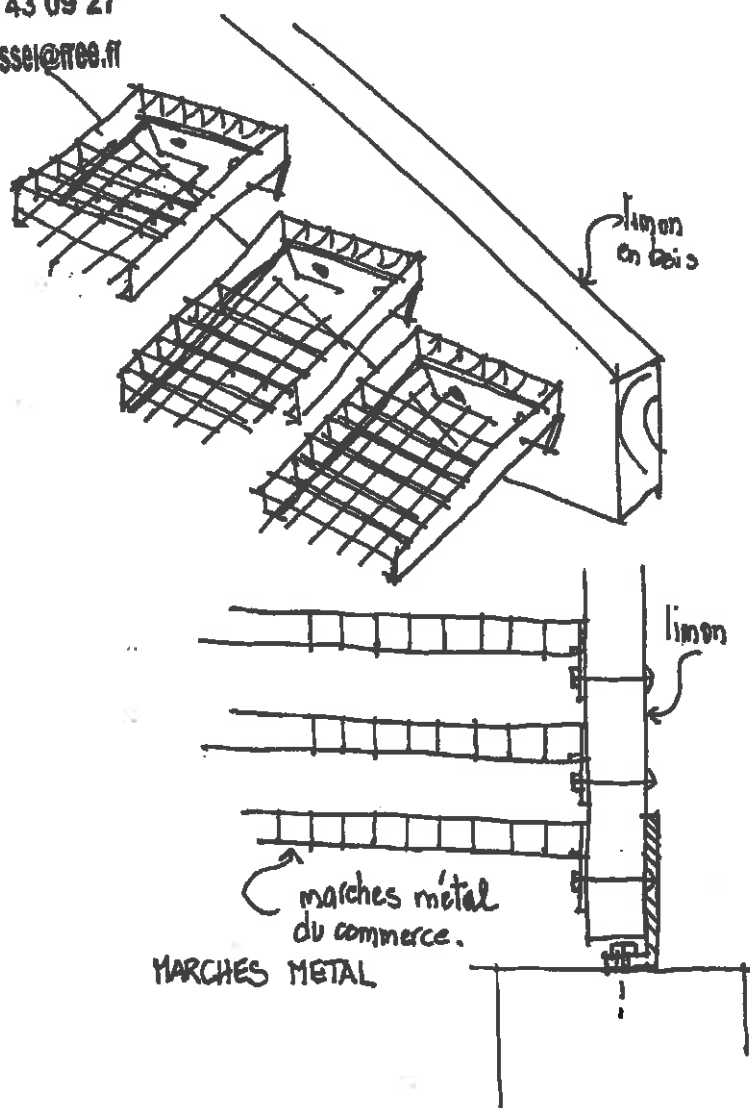
LES OUVERTURES

OUVERTURE AVEC CADRE ASSEMBLE – POSE EN APPLIQUE



LES ESCALIERS

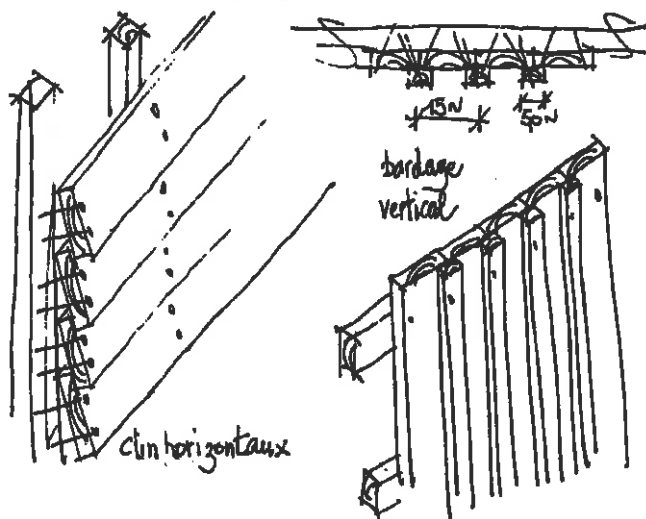
construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél:eric.boissei@free.fr



(13)

BARDAGE DES FACADES

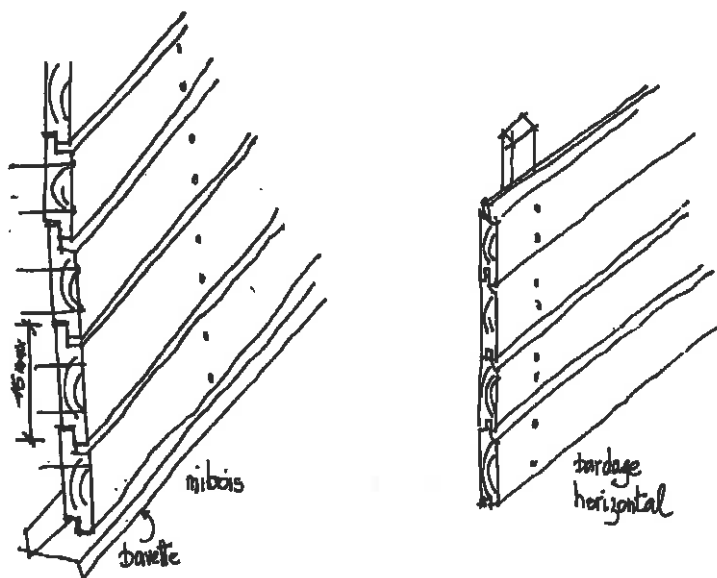
construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tél 04 92 43 09 27
mél:eric.boissei@ree.fr



14

BARDAGE DES FACADES (VARIANTE)

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St Sauveur
tél 04 92 43 09 27
mél:eric.boissei@ree.fr

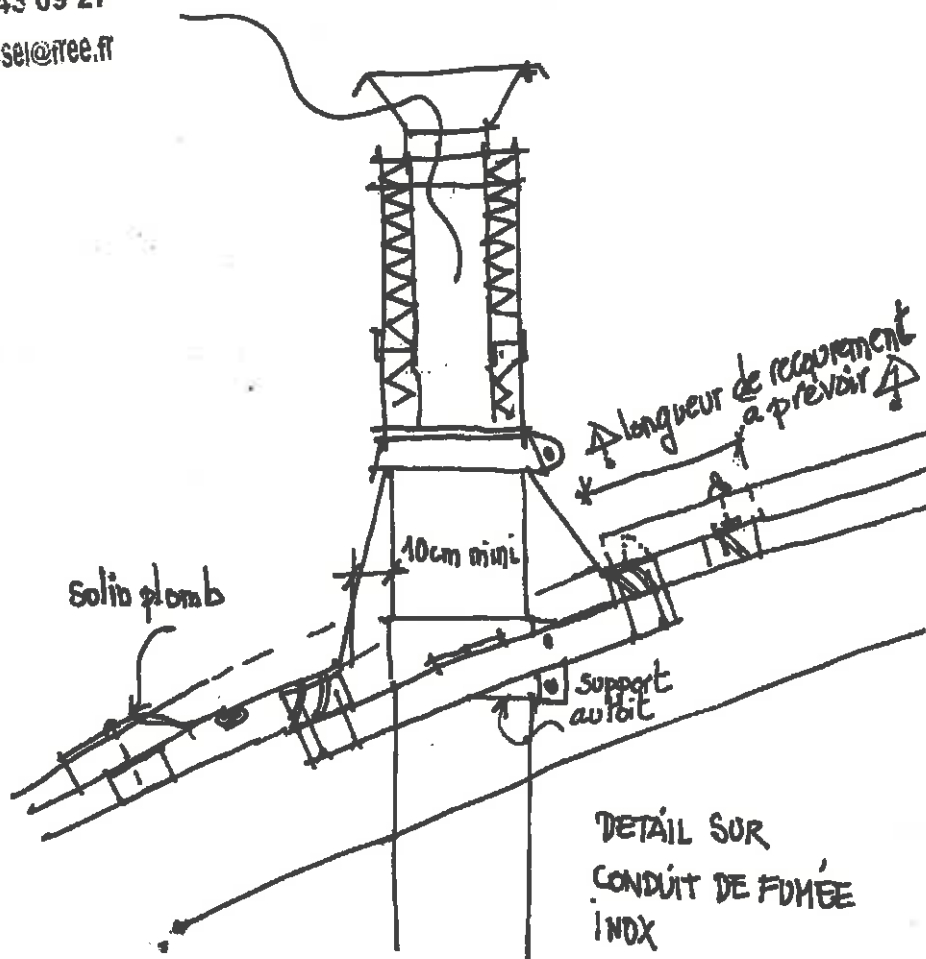


14 bis



CONDUIT DE FUMÉE ET TOITURE

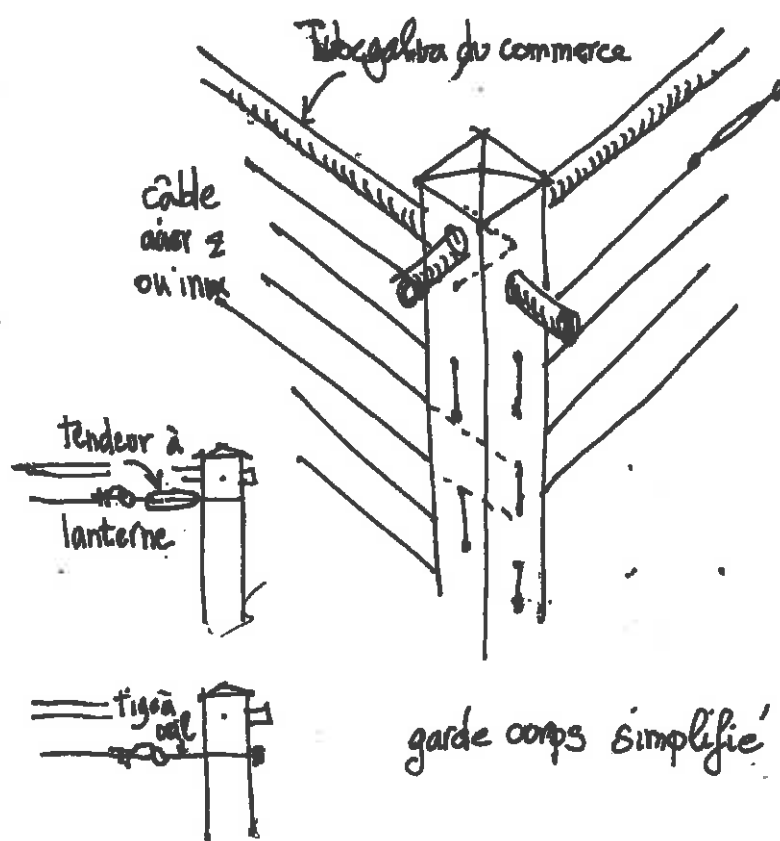
Construire en mélèze
Eric Boissei
Architecte
des manins
5200 St Sauveur
Tel 04 92 43 09 27
tel:eric.boissei@free.fr



(15)

GARDE-CORPS SIMPLIFIE

construire en mélèze
eric boissei
architecte
les manins
05200 St sauveur
tel 04 92 43 09 27
mél.eric.boissei@free.fr

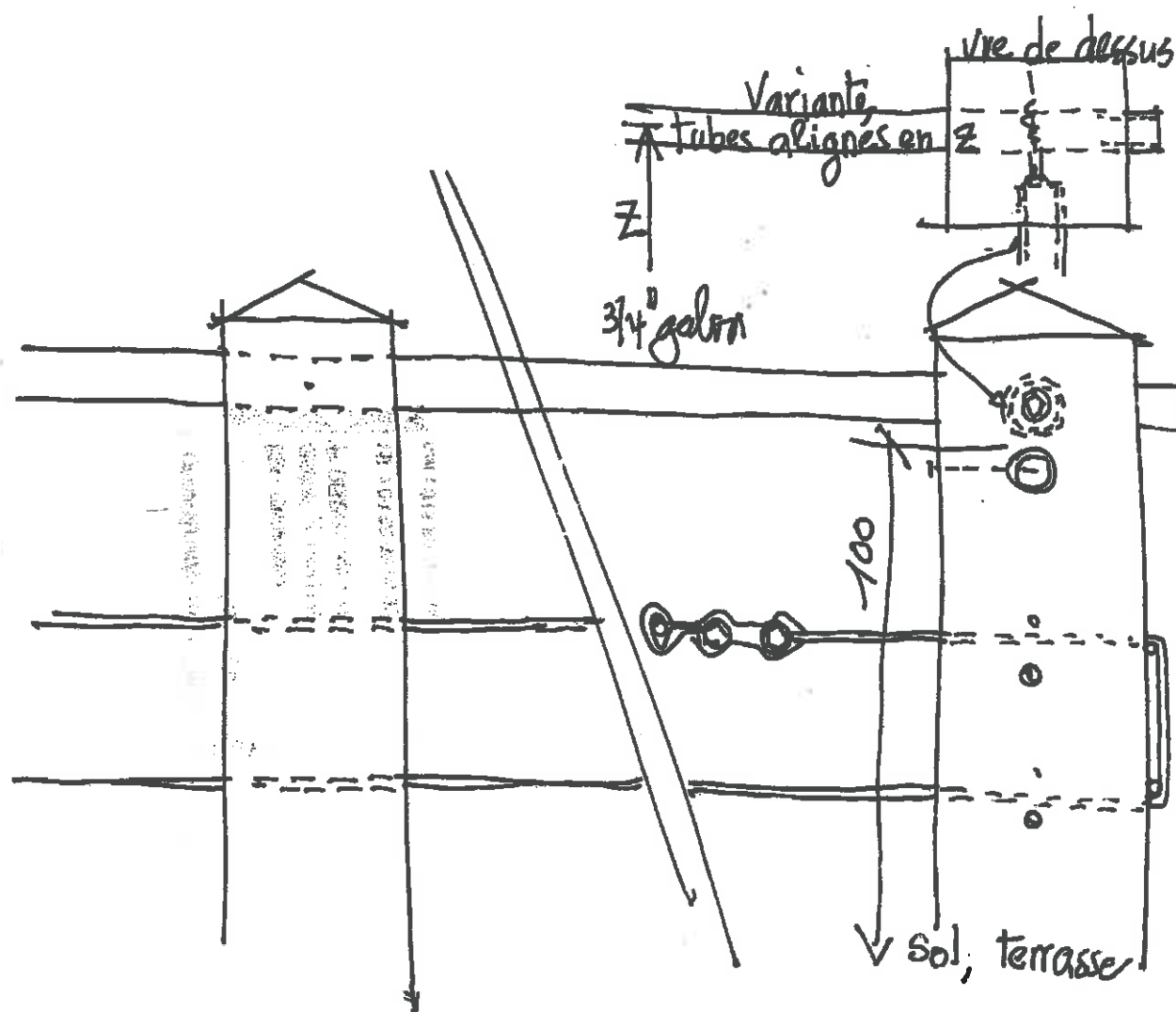


16

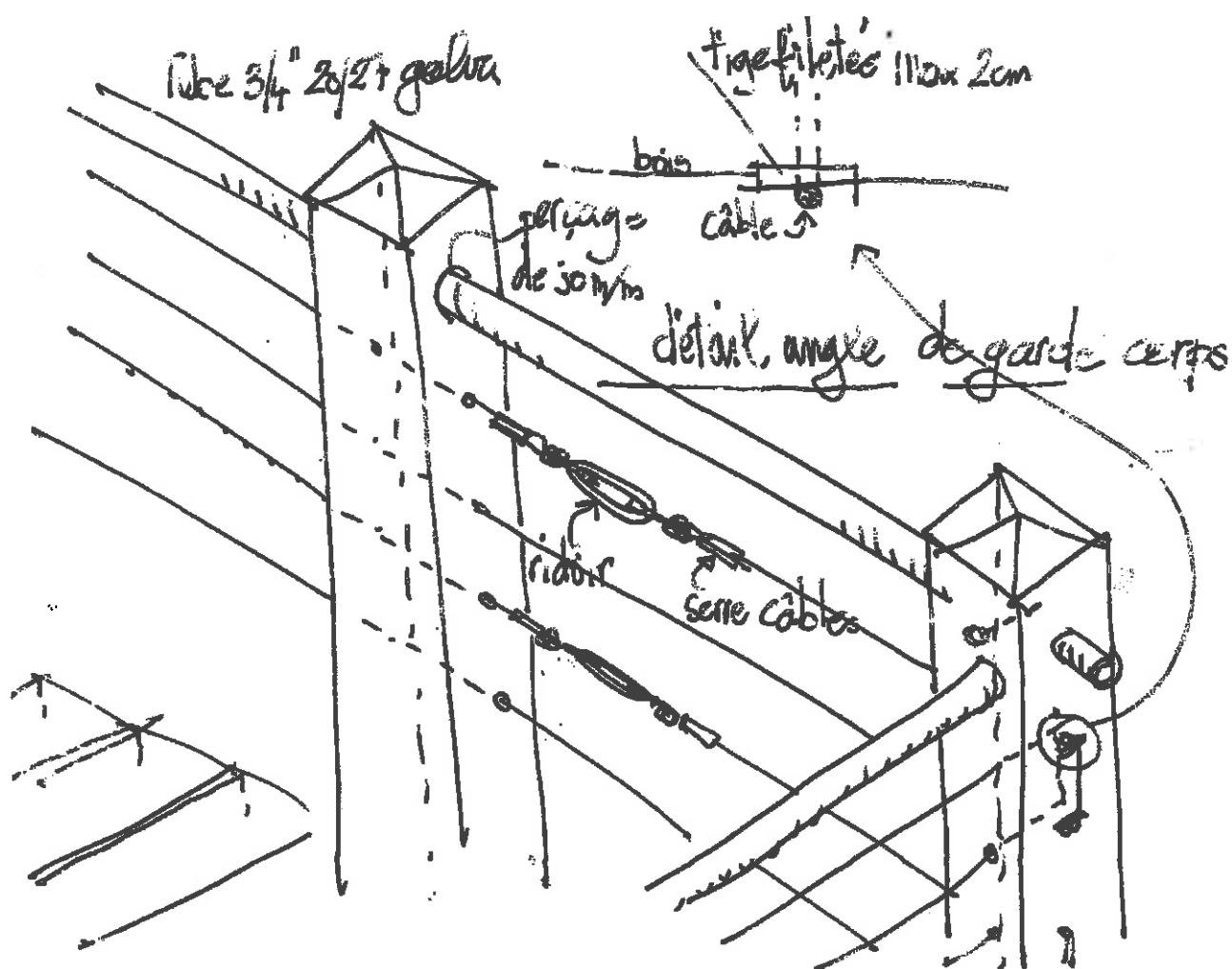


GARDE-CORPS SIMPLIFIE

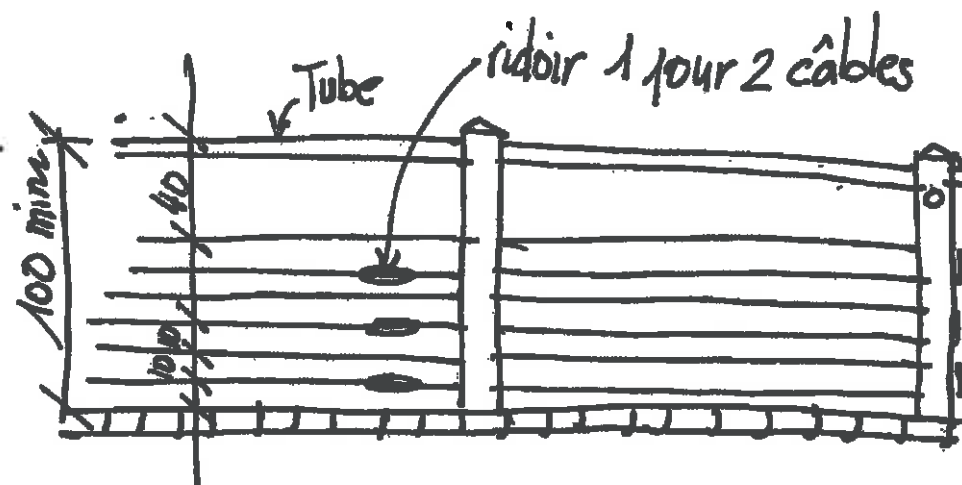
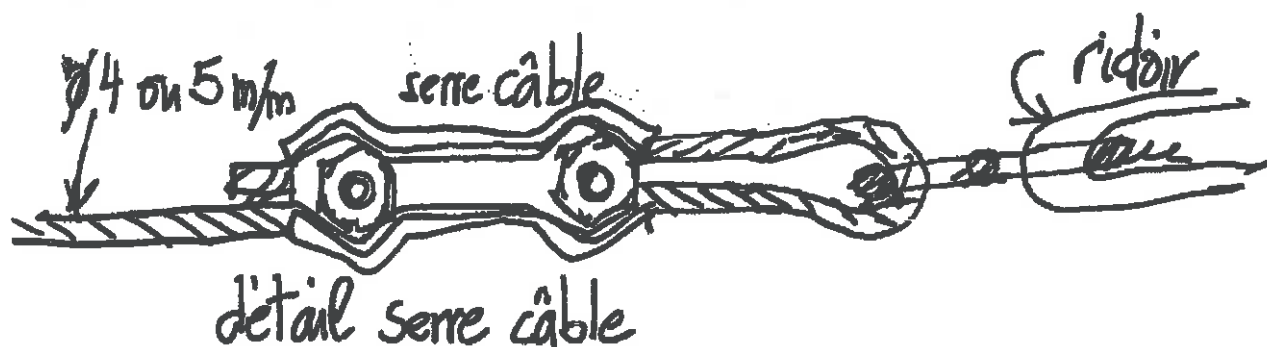
SCHEMA DE PRINCIPE



GARDE-CORPS SIMPLIFIE DETAIL DE L'ANGLE



GARDE-CORPS SIMPLIFIE DETAIL D'UN SERRE-CÂBLE



disposition des câbles sur garde corps



Cahier des charges relatifs aux conditions d'occupation du domaine public hydroélectrique de Serre-Ponçon

S.M.A.D.E.S.E.P. – Février 2015

© Tous droits réservés



Communauté de communes du Pays de Serre-Ponçon

